

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



CAMEROUN

**ÉVALUATION DE L'ASSISTANCE MULTISECTORIELLE
DE LA BANQUE, 1996 -2004**

**DEPARTEMENT DE L'ÉVALUATION DES OPERATIONS
(OPEV)**

8 avril 2008

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	i
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	iii
I. CONTEXTE	1
1.1 Objectifs et portée de l'évaluation	1
1.2 Méthodologie et approche de l'évaluation.....	1
1.3 Contexte du pays, Conditions économiques, évolutions majeures sur le plan institutionnel et des politiques, et les défis d'actualité	2
1.4 Les opérations multisectorielles de la Banque.....	4
II. ASSISTANCE DE LA BANQUE, POLITIQUES ET STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES	6
2.1 Stratégie et politiques de la Banque en matière d'assistance.....	6
2.2 Stratégies et politiques du Gouvernement	7
2.3 Pertinence de l'assistance de la Banque.....	8
2.4 Prévisions et réalisations des opérations multisectorielles de la Banque.....	9
III. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROGRAMME D'ASSISTANCE MULTISECTORIELLE DE LA BANQUE	10
3.1 Evaluation chiffrée de la Performance globale des programmes d'appui aux réformes (PAR)	10
3.2 Analyse de la performance globale des programmes d'appui aux réformes (PAR)	10
3.3 Assistance de la Banque sous forme autre que les prêts	13
IV. ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT	13
4.1 Impact sur la croissance économique	13
4.2 Impact sur la réduction de la pauvreté.....	16
4.3 Impact sur le développement institutionnel	18
4.4 Durabilité	19
V. PERFORMANCE DES PARTICIPANTS	21
5.1 Emprunteur et Organes d'exécution	21
5.2 Banque	21
5.3 Autres donateurs et cofinanciers.....	22
5.4 Facteurs exogènes	22
VI. CONCLUSIONS, LEÇONS ET RECOMMANDATIONS	23
6.1 Conclusions.....	23
6.2 Leçons.....	24
6.3 Recommandations.....	24

LISTE DES ANNEXES

<u>Annexes</u>	<u>Titre</u>	<u>Nombre de pages</u>
Annexe 1	Indicateurs macroéconomiques 1986/87-2006 du Cameroun	1
Annexe 2	Indicateurs budgétaires choisis 1997-2006 du Cameroun	1
Annexe 3	Comparative Socio-Economic Indicators	1
Annexe 4	Matrice du Cadre logique (rétrospectif) de PAS II	4
Annexe 5	Matrice du Cadre logique (rétrospectif) de PAS III	6
Annexe 6	Stratégie et politiques des DSP 1996-98, 1999-2001 et 2002-2004	3
Annexe 7	Le PAPNG	1
Annexe 8	Références	4

Le présent rapport a été élaboré par M. P.A ROCHON, Chargé Principal d'Evaluation et M. M. LABIDI, Consultant, à la suite d'une mission effectuée au Cameroun du 10 au 24 novembre 2006. Toute question relative au rapport devra être adressée à M. H. RAZAFINDRAMANANA, poste 2294 ou M. C. KIRK, Directeur OPEV, poste 2041.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD	Agence française de développement
ANAFOR	Agence nationale d'appui au développement forestier
ARMP	Agence de régulation des marchés publics
BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale
BIP	Budget d'investissements publics
BIT	Bureau international du travail
CAA	Caisse autonome d'amortissement
CAMAIR	Cameroon Airlines
CAMTAINER	Société nationale des transports des containers et de transit du Cameroun
CAMTEL	Cameroon télécommunications
CAPP	Centre d'approvisionnement pharmaceutique
CAS	Crédit d'ajustement structurel
CDC	Cameroon Development Corporation
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CENAME	Centrale nationale d'approvisionnement en médicaments essentiels
CIS	Conseil interministériel de supervision
CNR	Caisse nationale de réassurance
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
CTS	Comité technique de suivi
DCPE	Document-cadre de politique économique et financière
DPT	Diphtérie, poliomyélite et typhoïde
DSP	Document de stratégie pays
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DSRPI	Document de stratégie de réduction de la pauvreté intérimaire
DTS	Droit de tirage spécial
ECAM	Enquête camerounaise auprès des ménages
FAD	Fonds africain de développement
FASR	Facilité d'ajustement structurel renforcé
FCFA	Franc de la coopération financière en Afrique
FMI	Fonds monétaire international
FNE	Fonds national de l'emploi
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
HIMO	Haute intensité de main-d'œuvre
HIPC	Highly indebted poor countries
IDH	Indicateur de développement humain
IPPTE	Initiative pour l'allégement de la dette des pays pauvres très endettés
INS	Institut National de Statistique
MDRI	Multilateral debt relief initiative
MINEDUC	Ministère de l'éducation
MINEFI	Ministère de l'Economie et des Finances
OHADA	Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
ONADEF	Office national de développement des forêts
ONG	Organisation non gouvernementale
PAPNG	Projet d'appui au Programme National de Gouvernance
PAR	Programme d'appui aux réformes

PARG	Programme d'appui aux réformes en matière de gouvernance
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PNG	Programme national de gouvernance
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPTE	Pays pauvres très endettés
REPP	Rapport d'évaluation de performance du programme
SIGIPES	Système informatique de gestion intégrée des personnels et de la solde
SNH	Société nationale des hydrocarbures
SODECOTON	Société de développement du coton
SONARA	Société nationale de raffinage
SONEL	Société nationale d'électricité
SPRA	Secrétariat permanent à la réforme administrative
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UC	Unité de compte
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UE	Union européenne
UMAC	Union monétaire de l'Afrique centrale
US\$ (\$EU)	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VAN	Valeur actualisée nette
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome Immunodéficience acquis

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

i. Ce rapport évalue l'assistance multi-sectorielle de la Banque au Cameroun pendant la période 1996-2004. L'assistance multisectorielle recouvre les prêts et dons d'appui aux politiques, les programmes d'assistance technique et de support institutionnel pour le renforcement des capacités. Durant la période considérée, la Banque a approuvé trois programmes et projets multisectoriels pour un montant de 36,70 millions UC, soit 13,73% de ses engagements pendant la même période.

ii. Le Cameroun n'a commencé à sortir de la grave récession des années 1986 à 1994 que suite à la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 et au processus de réformes économiques engagé alors. Mais, c'est depuis 1997 que la croissance a été véritablement relancée avec la mise en œuvre de nouveaux programmes du Gouvernement soutenus par des programmes et prêts de la Banque, du FMI et de la Banque mondiale : le PAS II (1997/98-1999/2000) et le PAS III (1999/2000-2003/04) de la Banque ; la FRPC I (1997/98-1999/2000) et la FRPC II (1999/2000-2003/04) du FMI ; et le CAS 1996 de la Banque mondiale. Le programme PAS II avait mis l'accent d'abord sur la stabilisation, la croissance économique et les réformes structurelles tandis que PAS III, tout en reprenant ces objectifs, insistait davantage sur la lutte contre la pauvreté. PAS II et PAS III ont tous deux accompagné le Cameroun dans le cadre de l'Initiative PPTE, l'un pour l'atteinte de son point de décision en octobre 2000 et l'autre pour celui de son point d'achèvement en mai 2006. Ces politiques mettaient en œuvre la stratégie de la Banque telle que décrite et articulée autour de Documents de Stratégie Pays (DSP) successifs (1996-98, 1999-2001 et 2002-2004).

iii. Ces programmes ont été évalués en utilisant les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de développement institutionnel et de durabilité. Les programmes ont eu une performance satisfaisante sur tous les critères sauf celui d'efficience. La mise en œuvre des programmes a été globalement satisfaisante, le gouvernement montrant un fort engagement, particulièrement au cours du PAS II. Les impacts des programmes sur la croissance (un taux de croissance réelle moyen de plus de 4% par an sur plus de 10 ans), sur la lutte contre la pauvreté (baisse significative de l'incidence de la pauvreté depuis 1996) et le développement institutionnel sont satisfaisants. Selon les statistiques et projections provisoires officielles, l'incidence de la pauvreté est passée de 53,3% en 1996 à 40,2% en 2001 et 38,8% en 2006, Le taux brut de scolarisation dans le primaire est passé de 81% en 1995-96 à environ 100% en 2003-2004, avec un indice de parité de 0,85 en 2004. Dans le secteur de la santé, des progrès sont enregistrés dans divers domaines, mais encore trop lents en matière de mortalité infantile et de mortalité maternelle où la situation reste préoccupante. L'important allègement de dette obtenu suite au point d'achèvement, plus de 4 milliards de dollars en VAN, peut être une excellente occasion de développer les secteurs sociaux et autres secteurs prioritaires de l'économie à travers l'utilisation rationnelle des fonds PPTE. Les impacts de PAS II et PAS III sur le développement institutionnel se font ressentir dans les domaines de la gestion économique, de l'atténuation de la pauvreté et des capacités sectorielles, ce à des degrés divers. Pour ce qui est de la gestion économique, des progrès sont enregistrés en matière de mobilisation des ressources, de programmation des investissements, de gestion de la dette, de prévisions socioéconomiques et de statistiques. La mobilisation des revenus budgétaires est en progrès.

iv. En comparaison de la période pré-programme, l'économie est maintenant libéralisée. Cependant, l'interruption de la FRPC par le FMI en 2004 indique que les réformes rencontrent quelques difficultés et retards, l'approbation d'une nouvelle FRPC fin 2005 démontrant cependant la volonté commune du gouvernement et de ses partenaires de poursuivre leurs efforts dans la voie de la croissance et des réformes. Ces efforts sont d'autant plus nécessaires que certains domaines de préoccupation subsistent. La situation sociale reste préoccupante, les lacunes de la gouvernance sont importantes et la croissance n'est pas assez élevée. Les lacunes de la gouvernance et la corruption ont un fort impact négatif sur l'efficacité de l'économie et le climat des affaires, donc sur la production nationale. Le secteur privé n'a pas le dynamisme nécessaire et le niveau des investissements reste trop bas pour accélérer le développement du pays. L'économie continue à trop dépendre du pétrole et de quelques produits d'exportation.

v. Quatre leçons principales se dégagent de l'assistance multisectorielle de la Banque pendant la période. La première est qu'un facteur majeur de succès de l'assistance multisectorielle a été l'appropriation des programmes par le gouvernement et sa volonté politique de les mettre en œuvre. Une autre leçon est que les programmes de type PAS réussissent à obtenir la stabilisation macroéconomique mais ont des difficultés à prendre en charge à temps l'amélioration de la situation sociale. Une autre leçon est que, grâce à la participation de la BAD aux PAS sur une période assez longue (environ dix ans), la composition des programmes de la Banque évolue vers leur plus grande sélectivité, actuellement en direction de la gouvernance. Une quatrième leçon est que la coordination de la Banque avec le FMI et la BM, cruciale pour la mise en œuvre des programmes d'appui aux réformes, n'a pas été suffisamment mise à profit par la Banque pour développer son apport substantiel à leur mise au point.

I. CONTEXTE

1.1 Objectifs et portée de l'évaluation

1.1.1. L'objet de ce rapport est d'évaluer l'assistance multisectorielle du Groupe de la Banque au Cameroun. Cet exercice vise à fournir une vue d'ensemble de la conception et de l'exécution du Programme d'assistance de la BAD à l'appui des réformes au Cameroun entre 1996 et 2004. Il établit dans quelle mesure les prêts de la Banque en soutien des Programmes d'Appui aux réformes (PAR) ont réalisé le but global de croissance économique et de réduction de la pauvreté. L'étude tirera aussi des leçons qui pourraient rendre plus efficace l'assistance future de la Banque dans ce domaine. Cette évaluation servira d'input à une évaluation plus large de l'assistance globale de la Banque au Cameroun.

1.1.2. L'étude est une revue globale des opérations de la Banque en matière de stabilisation macroéconomique, de réformes institutionnelles (incluant la bonne gouvernance), d'ajustement et de renforcement des capacités au Cameroun entre 1996 et 2004. Elle se limite aux PAS II 1997/98-1999/2000 et PAS III 2000/01/2000/04 clôturés et au Projet d'Appui au Programme National de Gouvernance financé par le BAD qui est en cours d'exécution. Seules des appréciations préliminaires sont portées sur le PAPNG qui n'a eu aucune activité jusqu'en 2004. L'évaluation s'est concentrée sur le degré de réalisation des activités convenues (politiques, mutations institutionnelles, etc.); respect des délais et adéquation en matière de décaissements; facteurs clés liés à la conception qui ont pu positivement et négativement influencer sur l'intervention; leur efficacité, la durabilité des réalisations, leur impact sur le développement institutionnel et leur impact économique.

1.2 Méthodologie et approche de l'évaluation

1.2.1. La plupart des informations nécessaires pour cette évaluation globale ont été disponibles grâce à la préparation préalable du REPP du PAS III et l'utilisation des informations et analyses du REPP de PAS II. La méthodologie utilisée a consisté à exploiter la documentation disponible au siège de la Banque et à Yaoundé. Les critères habituels d'évaluation ont été utilisés : pertinence et qualité à l'entrée, efficacité (réalisation des objectifs), efficacité, impact sur le développement institutionnel, durabilité, performances de la Banque et de l'Emprunteur. L'utilisation et l'analyse des indications des cadres logiques rétrospectifs des programmes PAS II et PAS III (voir annexes 4 et 5) ont été à cet égard très utiles.

1.2.2. L'évaluation a été conduite en deux phases. La première phase a consisté dans le traitement des documents des programmes et de la littérature pertinente. Elle a été complétée par une mission sur le terrain au Cameroun du 10 au 24 novembre 2006, durant laquelle des informations additionnelles sur les programmes et projets ont été collectées et des consultations ont été tenues avec les officiels du Gouvernement et les partenaires au développement. La seconde phase de l'étude a été menée au siège de la Banque à Tunis après la mission. Cette phase a permis l'évaluation de l'assistance de la Banque aux PAR en utilisant le cadre d'évaluation développé par ECG (Evaluation Cooperation Group) des Banques Multilatérales de Développement. Cette phase a permis des consultations supplémentaires avec le personnel concerné de la Banque et la rédaction du rapport.

1.2.3. Le reste de ce rapport se présente comme suit. Après l'introduction et le contexte, la section 2 traite des stratégies et politiques de la Banque et du Gouvernement dans le secteur, tandis que la section 3 évalue le programme d'assistance de la Banque. La section 4 évalue l'impact sur le développement de l'assistance de la Banque tandis que la section 5 traite de la contribution des autres partenaires au développement au programme d'assistance au Cameroun. La Section 6 contient les conclusions, leçons et recommandations.

1.3 Contexte du pays, conditions économiques, évolutions majeures sur le plan institutionnel et des politiques et les défis d'actualité

1.3.1. Le Cameroun, dont la superficie est de 475 650 km², compte une population d'environ 18 millions en 2006, qui croît au taux de 2,8% par an. La population est composée de plus de 250 ethnies parlant 24 langues différentes. Le pays compte 10 provinces dont dix francophones et deux anglophones. Pays d'Afrique Centrale appartenant à la CEMAC, il a des frontières avec six pays : le Nigéria au nord-ouest, le Tchad au nord, la République centrafricaine à l'est, le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon au sud. Le Cameroun fut tour à tour sous protectorat allemand, sous mandats anglais et français avant d'accéder, le 1er janvier 1960, à l'indépendance.

1.3.2. Le pays est riche en ressources naturelles, agricoles (cacao, café, banane, tabac, coton), forestières (22 millions d'hectares de forêts avec plus de 70 variétés de bois), hydriques (l'un des plus importants potentiels hydroélectriques du continent) et minières. Les ressources pétrolières, dont la production décroît, ont fourni en 2004 environ 43,1% des exportations du pays et 11,3% de son PIB¹. L'économie camerounaise demeure dominée par le secteur primaire qui occupe 60% de la population active, contribue pour 21% au PIB et représente 25% des exportations en 2004. L'agriculture de subsistance est l'activité principale du secteur. Les principales cultures d'exportations sont le café, le cacao, la banane et le coton. La part de l'industrie manufacturière, qui ne s'est pas encore relevée de la crise des années 1990, dans le PIB atteint 13,5%. Cette part demeure faible eu égard aux potentialités du pays dans ce domaine. Les productions, en partie exportées, sont relativement diversifiées : produits agro alimentaires, bois, ciment, aluminium, textiles et cuirs, papier, caoutchouc et plastique, etc.

1.3.3. Après deux décennies de croissance soutenue à partir du milieu des années 60, l'économie camerounaise a connu de 1986 à 1994, une récession dont elle n'a commencé à sortir que suite à la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994. Depuis lors, le pays s'est engagé dans un processus de réformes économiques avec le soutien des Institutions de Bretton Woods et d'autres bailleurs de fonds dont la Banque. La FRPC 1997/98-1999/2000 et le PAS II 1997/988-1999/2000 d'une part, et la FRPC 1999/2000-2003/04 et le PAS III 1999/2000-2003/04 d'autre part ont marqué ce processus de réforme. PAS II a accompagné le Cameroun pour l'atteinte du point de décision de l'Initiative PPTE en octobre 2000, tandis que PAS III l'a préparé à atteindre son point d'achèvement en mai 2006.

1.3.4. Jusqu'en 1978, sa croissance économique qui était en moyenne de 5% l'an, était basée principalement sur la production et l'exportation agricoles, pour lesquelles, il avait un avantage comparatif. La découverte du pétrole en 1978, accéléra l'expansion de l'économie qui connut entre 1978 et 1986 un taux de croissance réelle moyen de 7% l'an en termes réels. Le secteur pétrolier contribuait alors pour 20 % au PIB, 44% aux recettes de l'Etat et 54% aux exportations.

¹ IMF, Cameroon, country long term assessment cr05189.

La période 1986-93 a été marquée par une récession économique (le PIB réel a chuté de 1/3, soit 50% en termes de PIB par tête), sous les effets conjugués de la chute des prix des principaux produits d'exportation (baisse de 40% des termes de l'échange), de l'appréciation du taux de change effectif réel et du déclin de la production pétrolière. Le déficit budgétaire atteignit en moyenne 6½ du PIB en 1986-93, financé par un endettement extérieur croissant et l'accumulation d'arriérés internes et externes². Au cours de cette récession et dans les années qui suivirent, la situation sociale s'est aggravée. Pour renverser cette tendance, le Gouvernement mit en œuvre au cours de la période 1987-93, des programmes de réformes économiques soutenus par la Communauté internationale incluant une baisse de 50% du salaire des fonctionnaires. Toutefois, les résultats enregistrés ont été limités, en l'absence d'un ajustement monétaire.

1.3.5. Celui-ci eut lieu en 1994 lors de la dévaluation du FCFA. Depuis, les autorités camerounaises se sont attelées à la mise en place d'une série de réformes en relation avec les IBW visant la modernisation, l'ouverture et le renforcement de la compétitivité de l'économie du pays. Malgré une évolution défavorable des termes de l'échange, la dépréciation réelle de 25 % a impulsé la croissance des exportations, particulièrement dans le secteur non pétrolier, et le PIB crût de 2¾ en 1994-97. L'inflation, qui avait atteint 30 % après la dévaluation, retourna rapidement à un niveau à 1 chiffre. Mais les deux programmes soutenus par le FMI, entre 1994 et 1996, n'ont pas atteint leurs objectifs notamment en termes de rétablissement de l'équilibre des finances publiques. La dette extérieure, accumulée pendant le boom pétrolier pour financer de grands projets de développement, était restée une lourde charge atteignant près de 90% du PIB en 1997, les arriérés de paiement extérieur atteignant 17% du PIB en 1997.

1.3.6. En 1997, pour faire face à ces difficultés persistantes, le Cameroun a conclu un arrangement avec le FMI dans le cadre d'une Facilité pour l'ajustement structurel renforcée (FASR) en vue de mettre en place un programme de réformes économiques et financières (juillet 97- juin 2000). Ce programme a été également appuyé par le PAS II de la BAD et la Banque mondiale. Il a permis une amélioration des indicateurs macro-économiques permettant au pays de renouer avec la croissance. Le PIB réel a cru en moyenne annuelle de 4,7% entre 1997/98 et 2000/2001. PAS II a permis de réunir les conditions de la mise au point du document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRPi) en août 2000 et de l'atteinte en octobre 2000 du point de décision de l'Initiative PPTE

1.3.7. Cependant, de sérieuses insuffisances marquaient le domaine social et les réformes devaient continuer. La situation sociale des populations ne s'était pas amélioré ou s'étant aggravée depuis 1994, 40,1% de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté en 2001. Le Gouvernement a ainsi mis en place un nouveau programme centré principalement sur la stabilisation macroéconomique, la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance. Ce programme est basé sur le document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté d'août 2000. Le FMI à travers une nouvelle FRPC 2000-2004, la Banque à travers PAS III et la Banque mondiale appuyaient ce programme. Le PIB réel a cru en moyenne annuelle de 4,1% entre 2001 et 2004. Les déséquilibres internes et externes se sont progressivement résorbés malgré des dérapages budgétaires en 2004. Le DSRP final a été adopté en 2003 et la situation sociale a commencé à s'améliorer. Quoique les lacunes de la gouvernance soient demeurées importantes, des réformes structurelles ont été menées. Ces progrès obtenus pendant le PAS III ont permis au Cameroun d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en mai 2006. Ainsi donc, si PAS II avait ouvert la voie au point de décision, PAS III a

² Cameroon: Ex Post Assessment of Longer-Term Program Engagement, IMF, Report No. 05/189 June 2005.

ouvert celle du point d'achèvement. Ce point d'achèvement a été atteint après la clôture de PAS III, au cours du nouveau programme soutenu par la nouvelle FRPC 2006-2008 du FMI.

1.3.8. **Le contexte politique** de cette évolution socioéconomique a été stable pendant toute la période 1996-2004. Les institutions de la République du Cameroun sont régies par la Constitution du 18 janvier 1996 qui établit un Etat unitaire décentralisé et un régime présidentiel en vertu duquel le Chef de l'Etat élu pour sept ans au suffrage universel direct, nomme un Premier Ministre. La dernière élection présidentielle qui a eu lieu en octobre 2004 a confirmé le Président en exercice dans ses fonctions. Le pays compte 159 partis légalisés dont 7 sont représentés à l'Assemblée Nationale (AN). Il est dominé par le parti au pouvoir, le RDPC, qui dispose de 149 sièges sur 180 de l'AN. Les prochaines élections législatives se dérouleront en 2007. Sur le plan institutionnel, des avancées ont été enregistrées en 2004, notamment la promulgation de la loi sur la décentralisation, la mise en place de la Chambre des Comptes, et l'adoption par l'AN des textes régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel. Par ailleurs, une solution semble avoir été trouvée à l'appartenance au Cameroun de la zone de Bakassi, réputée riche en ressources pétrolières, qui était une source de discorde entre le Cameroun et le Nigeria.

1.3.9. **Les contraintes** rencontrées au cours de toute la période par le Cameroun ont été macro-économiques, sectorielles et institutionnelles. Sur le plan macro-économique, elles sont liées à la faiblesse des épargnes domestique et nationale, la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs, notamment les fluctuations des prix des produits de base, à la rigidité d'adaptation de l'économie, au déclin de la production pétrolière, aux performances insuffisantes dans la gestion des finances publiques, à l'insécurité juridique et judiciaire, à l'inadaptation des financements du secteur privé. Pour les contraintes sectorielles, on peut retenir celles du secteur rural, des transports, de l'énergie et de l'eau. Pour les *contraintes institutionnelles*, il convient de noter l'inefficacité des organes de contrôle face à la persistance du phénomène de la corruption dans les services publics et à la lenteur dans les prestations des services publics. Au-delà des ressources PPTE, il se pose le problème générique d'absorption des ressources tant intérieures qu'extérieures au Cameroun. Le Cameroun est donc confronté aux défis suivants : Promouvoir la bonne gouvernance, Enrayer les obstacles à l'expansion du secteur privé pour le renforcement de la compétitivité et la croissance, Mobiliser et utiliser effectivement les ressources PPTE.

1.4 Les opérations multisectorielles de la Banque

1.4.1. De 1996 à 2005, les opérations multisectorielles approuvées par la BAD ont été au nombre de 3 sur un total de 31 opérations approuvées par la Banque, représentant 13,73% des engagements nouveaux de la Banque. Il s'agit de PAS II (1997), PAS III (2001), et PAPNG (2001). Comme l'indique le tableau suivant, PAS II et PAS III sont clôturés et le projet PAPNG est en cours d'exécution. L'évaluation de l'assistance multisectorielle de la Banque est basée sur les seules opérations clôturées, PAS II et PAS III.

Tableau: Cameroun – Programmes et projets d'appui aux réformes 1996-2004

Programme ou Projet	Source de financement	Date d'approbation	Montant		Statut
			Approuvé en millions UC	% déboursé fin 2004	
PAS II	FAD	Novembre 1997	13,2	100	Clôturé
PAS III	FAD	Avril 2001	21,5	100	Clôturé
PAPNG	FAD	Septembre 2001	3,35	1	En cours

1.4.2. Il faut noter une diminution de la part multisectorielle au cours des dernières années. Cela apparaît bien dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Répartition des engagements du Groupe BAD par secteur en 1972-2005

	Engagements 1996-2005		Engagements 1972-2005	
	Montant en millions UC	%	Montant en millions UC	%
Multisecteur (hors MSF)	36,70	13,73	149,06	20,09
PAS II	13,7			
PAS III	20,5			
PAPNG	3,18			
Agriculture	62,76	23,49	162,71	21,94
Eau, assainissement, énergie	27,58	10,32	40,22	5,42
Social	57,93	21,68	71,26	9,61
Transport	54,08	20,24	274,79	37,04
Mécanismes de financement (MFS)	28,16	10,54	28,16	3,80
Autres (industrie, mine, finances)	0	0,00	15,64	2,11
Total	267,21	100,00	741,84	100,00

Source : Système SAP du groupe BAD au 8 janvier 2007. Non compris les opérations annulées et abandonnées.

1.4.3. Les opérations multisectorielles approuvées par la Banque ont représenté 20,09% des engagements totaux de la Banque au Cameroun, une part plus importante qu'en 1996-2005. Sur les 16 opérations du portefeuille actif en 2005³, 1 (une) seulement est multisectorielle et ne représente que 1,79% du portefeuille actif. La raison de cette situation est le report de l'opération multisectorielle prévue en 2004 ou 2005 en raison de l'interruption en 2004 de la FRPC⁴. La place des opérations multisectorielles sera toutefois renforcée en 2006 après l'approbation du Programme d'appui aux réformes en matière de gouvernance (PARBG). Il est à noter que les opérations d'appui aux réformes représentent actuellement plus de 20% des approbations de prêts pour l'ensemble des banques multilatérales régionales et plus de 30% du portefeuille correspondant de la Banque Mondiale⁵.

³ En 2005, le portefeuille actif comprenait seize (16) opérations pour un montant de 177,74 millions d'UC (DSP 2005-2009).

⁴ Cette opération reportée est le Programme d'appui aux Réformes et à la Gouvernance (PARG) approuvé en novembre 2006 pour un montant de 29 millions d'UC. Cette nouvelle opération porte à environ 13% la part du multisecteur dans le programme actif.

⁵ "Good practices for the evaluation of policy-based lending by multilateral development banks" Prepared for the ECG group of the Multilateral Development Banks by the Asian Development Bank, March 2005.

II. ASSISTANCE DE LA BANQUE, POLITIQUES ET STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES

2.1 Stratégie et politiques de la Banque en matière d'assistance

2.1.1. Au cours de la période 1996-2004, la Banque a accompagné le Cameroun dans ses efforts de développement à travers différents DSP, ceux relatifs aux périodes 1996-98, 1999-2001 et 2002-2004. Le DSP en cours d'exécution est le DSP 2005-2009. Les périodes de ces DSP ont correspondu à celles de différents cycles de reconstitution des ressources du Fonds Africain de Développement (FAD), les FAD VII, FAD VIII, FAD IX et FAD X. Le FAD a financé la quasi-totalité des opérations prévues par les derniers DSP pour le Cameroun. Le tableau synoptique donné en annexe fait une présentation synthétique de caractéristiques de ces DSP, qui y sont aussi présentés (aussi) de façon plus détaillée.

2.1.2. La stratégie qui a été suivie à travers ces trois DSP a été axée sur la réduction de la pauvreté. Les politiques de ces DSP ont toutes visé le rétablissement et la consolidation des équilibres macroéconomiques, la croissance économique et l'allègement du poids de la dette extérieure. Elles étaient ainsi en phase avec les orientations des FAD VII, FAD VIII et FAD IX. De plus, ces DSP coïncidaient avec les différentes étapes de la préparation du Cameroun à l'éligibilité à l'Initiative PPTTE puis de l'obtention de ses allègements. Ces stratégies s'appuyaient à des degrés divers sur des opérations approuvées par la Banque dans le secteur de l'agriculture, le secteur social, le secteur des transports et le multisectoriel. La mise en œuvre des DSP 1999-2001 et DSP 2002-2004 a été plus complexe et plus difficile que celle du DSP 1996-98. Cette difficulté est illustrée par la prolongation de la mise en œuvre de PAS III pendant le DSP 2002-2004, comme a été parallèlement prolongée la FRPC 2000-2003 jusqu'à 2004. Elle est aussi illustrée par l'interruption de cette même FRPC fin 2004 et la non mise en place du Programme d'appui aux réformes qui devait être retenu.

2.1.3. Au départ, les DSP ont mis davantage l'accent sur la stabilisation macroéconomique et la croissance que sur l'amélioration de la situation sociale. Au cours des DSP, les grands équilibres macroéconomiques avaient été rétablis pendant le DSP 1996-98 puis maintenus par la suite, avec des difficultés plus grandes pour les équilibres extérieurs. Ils ont aussi d'abord renoué avec la croissance puis ils l'ont maintenue avec des taux avoisinant les 4% par an. La croissance n'a pu être plus forte en raison des difficultés à impulser davantage la croissance hors hydrocarbures.

2.1.4. Le DSP 1999-2001 comme le DSP 2002-2004 indiquaient qu'ils soutiendraient davantage les actions sociales et la promotion de la bonne gouvernance que les DSP qui les précédaient, sans toutefois y réussir complètement. Ils ont soutenu les DSRPi et DSRP 2003. Pendant les périodes 1999-2001 et 2002-2004, la pauvreté a continué de reculer, mais moins que ce qui serait nécessaire pour atteindre les ODM. Par contre les progrès de la gouvernance ont été moins satisfaisants.

2.1.5. Conformément aux orientations des FAD, l'envergure du programme de la Banque a été essentiellement déterminée par les performances du Cameroun et devait être selon les cas minimum, réduit, normal, ou élargi. Les allocations ont été du type élargi pour les DSP 1996-1998 et 1999-2001, mais du type normal (scénario de base) pour le DSP 2002-2004. Les programmes et projets approuvés en application de ces stratégies et politiques ont donné lieu,

de 1996 à 2005, à des engagements de la Banque s'élevant à 221 millions UC financés sur les fonds concessionnels FAD.

2.1.6. Au sortir de ces DSP, l'importance respective donnée aux différents secteurs apparaît aussi bien dans la structure des nouvelles allocations que dans celle du portefeuille en cours. Le taux de décaissements des projets est suffisamment bas pour ne pas réduire l'importance donnée aux secteurs aux seuls nouveaux financements. Pour les nouveaux engagements, les trois DSP ont signalé le social parmi leurs priorités, deux d'entre eux ont signalé les transports, et deux d'entre eux ont signalé le multisecteur. La structure des engagements réalisés est en général proche de celle prévue. L'importance accordée à chaque secteur apparaît dans la répartition sectorielle des nouveaux engagements de la banque dans la période mais aussi dans la répartition sectorielle actuelle du portefeuille actif : Agriculture (23,49%); Social (21,68); Transport (20,24%); Multi secteur (13,73%); Eau, assainissement, énergie (10,32%); Mécanismes de financement (0,54%). La répartition sectorielle du portefeuille actif s'établit comme suit en octobre 2005: 34,88% pour l'agriculture, 30,77% pour le secteur des transports, 32,34% pour le secteur social, 1,79% pour le multisectoriel et 0,22% pour le secteur Eau et Assainissement.

2.2 Stratégies et politiques du Gouvernement

2.2.1. En 1986, suite à la baisse brutale des revenus d'exportation, qui a marqué le début d'une récession de près de dix ans, le Gouvernement a fait face à la crise en adoptant, dans un premier temps, une politique d'ajustement interne qui a montré ses limites. Sans beaucoup de résultats, la reconnaissance de l'échec des politiques d'ajustement interne des pays de la zone CFA conduisit à la dévaluation du franc CFA en 1994. De nouvelles politiques économiques ont été mises en œuvre en s'appuyant sur l'ajustement monétaire, et permirent d'infléchir la tendance récessive et de limiter l'inflation. Mais des difficultés ont persisté pour l'équilibre des finances publiques et la maîtrise du service de la dette extérieure. Aussi, les deux programmes d'ajustement structurel conclus par le Gouvernement en 1994 et 1995 avec le FMI au titre d'accords de confirmation se sont soldés par un échec.

2.2.2. C'est en août 1997, après avoir exécuté de manière satisfaisante un programme de référence 1996/97, que le Gouvernement a pu mettre en œuvre un nouveau programme à moyen terme 1997-2000 soutenu par le FMI suite à un accord au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR), transformé ultérieurement en FRPC. A ce programme succéda en 2001 un autre programme à moyen terme, soutenu par une nouvelle FRPC 2000-2004. Ces programmes étaient aussi soutenus par les PAS II ET PAS III et avaient pour objet principal la réduction de la pauvreté. Ils venaient en application de la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté, telle que définie en particulier par le DSRPi et le DSRP final adoptés respectivement en août 2000 et avril 2003. Au départ, le gouvernement s'est concentré sur les réformes structurelles en vue de la stabilisation macroéconomique et de la croissance durable. Il a accordé, surtout en fin de période, une attention croissante à l'amélioration d'une situation sociale préoccupante. Il rassemblait ainsi les conditions d'atteinte des points de décision et d'achèvement de l'initiative PPTE, conditionnalités devenues ainsi préoccupation constante et centrale du gouvernement pendant toute la période 1996-2006.

2.2.3. Le Programme d'ajustement structurel à moyen terme du Gouvernement, mis en œuvre en 1997, visait à restaurer les équilibres internes et externes pour assurer une croissance durable. A cet effet, il s'est attelé à (i) mener une politique budgétaire visant la

croissance des recettes, le contrôle et la rationalisation des dépenses ; (ii) réformer le secteur public pour améliorer l'efficacité de l'administration, et restructurer les entreprises étatiques; (iii) libéraliser et assurer un environnement favorable aux investissements et aux affaires; (iv) réhabiliter le secteur financier; (v) ajuster les politiques des secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports; and (vi) adopter des politiques sociales centrées sur la réduction de la pauvreté, le développement des ressources humaines, l'amélioration des services de santé; (vii) assurer l'exploitation viable des ressources naturelles, en particulier forestières; et (viii) améliorer l'information statistique. Ce programme a été mis en œuvre de manière assez satisfaisante, avec l'appui déterminant de la communauté financière internationale (il a été soutenu par le PAS II de la Banque). Il a permis au Cameroun d'atteindre en octobre 2000 le point de décision de l'Initiative PPTE.

2.2.4. Mais, l'amélioration des performances macroéconomiques ne s'est pas accompagnée d'une amélioration comparable des conditions de vie des ménages. Aussi, le Gouvernement, qui avait souscrit aux Objectifs de Développement du Millénaire (ODM, septembre 2000), a adopté a mis en place en 2001 un nouveau programme à moyen terme opérationnalisant les politiques retenues par le DSRP intérimaire (DSRPi) et le DSRP final 2003, qui développaient la même stratégie. Ces deux DSRP constataient que les niveaux de croissance obtenus étaient insuffisants pour lutter efficacement contre la pauvreté. Ils indiquaient que la croissance doit être équitable grâce à l'accès du plus grand nombre de populations aux services sociaux de base, aux infrastructures essentielles, aux possibilités de gagner un revenu ou de trouver un emploi.

2.2.5. **Le DSRP final**, adopté en avril 2003 après un processus plus participatif, retient la même stratégie que celle du DSRPI en la développant davantage et en insistant sur la diversification de l'économie et la promotion du secteur privé. La stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté du DSRP repose sur sept grands axes stratégiques présentés ci-dessous: Axe 1 : la promotion d'un cadre macro-économique stable ; Axe 2 : le renforcement de la croissance par la diversification de l'économie ; Axe 3 : la dynamisation du secteur privé comme moteur de la croissance et partenaire dans l'offre des services sociaux ; Axe 4 : le développement des infrastructures de base, des ressources naturelles et la protection de l'environnement ; Axe 5 : l'accélération de l'intégration régionale dans le cadre de la CEMAC ; Axe 6 : le renforcement des ressources humaines, du secteur social et l'insertion des groupes défavorisés dans le circuit économique ; Axe 7 : l'amélioration du cadre institutionnel, de la gestion administrative et de la gouvernance. Il est à noter des lacunes dans la priorisation des axes, des stratégies, des programmes et des activités. En raison du déclin de la production pétrolière, il importe également, dans le cadre de la politique de diversification de l'économie prônée par les autorités, qu'une analyse plus profonde soit portée sur les sources nouvelles de croissance et devrait être considérée dans la révision du DSRP.

2.3 Pertinence de l'assistance de la Banque

2.3.1. Le Cameroun était sorti de la grave dépression des années 1986-93 avec des taux de croissance négatifs, de profonds déséquilibres macroéconomiques, une importante dette extérieure et une pauvreté accrue. Après la dévaluation de 1994 et surtout depuis 1996, Le Gouvernement s'est engagé dans la voie de l'ajustement structurel et des réformes pour redresser cette situation. A travers le PAS II (1997-2000), la Banque l'a assisté pour résoudre les problèmes qui étaient causés ou issus de la dépression, en particulier pour atteindre le point de décision de l'Initiative PPTE (octobre 2000).

2.3.2. Une fois la croissance relancée et les déséquilibres macroéconomiques réduits, le Gouvernement a continué à promouvoir stabilisation macroéconomique et croissance, à obtenir l'allègement de sa dette extérieure, mais s'est attaqué davantage aux graves problèmes sociaux et de gouvernance du pays, en particulier en mettant en œuvre la stratégie tracée par le DSRPi (2000) puis le DSRP (2003). A travers le PAS III, la Banque a fort pertinemment appuyé cette démarche avec les autres partenaires au développement, et a aidé le pays à progresser vers le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.

2.3.3. La stratégie de la Banque au Cameroun en 1996-2004 peut donc être considérée comme pertinente en ce sens qu'elle a répondu aux problèmes fondamentaux de l'économie tels qu'ils ont été identifiés par le Gouvernement lui-même. Elle a été coordonnée avec les stratégies des autres partenaires au développement.

2.4 Prévisions et réalisations des opérations multisectorielles de la Banque

2.4.1. Les PAR et les autres opérations multisectorielles ont été définies en conformité avec les orientations des FAD VII, VIII et IX qui recommandent l'adoption d'opérations d'appui aux réformes ou de renforcement institutionnel. Elles ont pour objectif la réduction de la pauvreté ainsi que la promotion de la stabilisation macroéconomique et de la croissance. PAS II et PAS III sont bien des prêts à l'appui des réformes destinés à soutenir les programmes d'ajustement structurel contrôlés au plan international, octroyés dans le but d'accroître la synergie entre les opérations de prêts à l'appui des réformes et les secteurs prioritaires identifiés dans les DSP.

2.4.2. Le PAS II avait été prévu par le DSP 1996-1998 qui indiquait qu'en cas de conclusion d'une facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) avec le FMI et d'un crédit d'ajustement structurel avec la Banque mondiale, la Banque pourrait envisager le financement d'un appui aux réformes en coordination avec les Institutions de Bretton Woods, lors de l'actualisation du document de stratégie par pays en 1997, ce dans l'optique de réduction de la pauvreté.

2.4.3. Le PAS III avait été de façon semblable prévu sous condition par le DSP 1999-2001. Il envisageait sa contribution dans les domaines de la politique budgétaire, de la stabilisation du secteur financier, de la promotion de la compétitivité, de la protection de l'environnement, du programme de privatisation et de la libéralisation de l'économie, de programmes ciblant les pauvres. Le montant alloué au programme n'était pas indiqué dans le programme, car ce montant était lié aux performances du pays.

2.4.4. De même, le PARBG avait été prévu sous condition de l'existence d'un accord FRPC en cours par le DSP 2002-2004. Les conditions n'ayant pas été réunies, il n'a pu être inscrit dans la période.

2.4.5. Le PAPNG avait été de même prévu par le DSP 1999-2001 pour un montant de 3,3 millions d'UC pour appuyer la bonne gouvernance. Il a été par la suite inscrit pour 3,18 millions d'UC avec ce même objectif.

III. ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROGRAMME D'ASSISTANCE MULTISECTORIELLE DE LA BANQUE

Comme cela a déjà été indiqué, l'évaluation de l'assistance multisectorielle de la Banque de 1996 à 2004 est basée sur les seules opérations clôturées, PAS II (1997-2000) et PAS III (2001-2004).

3.1 Evaluation chiffrée de la Performance globale des programmes d'appui aux réformes (PAR)

3.1.1. Le tableau ci-après s'efforce de chiffrer l'évaluation de la Performance globale des programmes d'appui aux réformes (PAR), selon les critères classiques retenus. Cette évaluation quantitative de l'assistance de la Banque est fournie par la synthèse des évaluations quantitatives des programmes PAS II et PAS III telles qu'effectuées par les REPP respectifs. Chaque critère est noté sur une échelle 1-4. L'évaluation globale résulte de la moyenne faite pour chaque critère des notes retenues pour PAS II et PAS III.

3.1.2. Le tableau indique que les PAR ont été pertinents pour faire face aux problèmes de développement du Cameroun. De même, la réalisation des objectifs (efficacité) a été satisfaisante ainsi que le développement institutionnel et la durabilité. Seule, la performance en matière d'efficience est notée peu satisfaisante. Les notations sont cohérentes à travers les deux dimensions de mesure (critères et programmes). Au total, les indications chiffrées du tableau montrent donc que l'assistance de la Banque en termes d'appui aux programmes de réformes a eu une performance globale satisfaisante, ce qui est confirmé de façon plus détaillée par l'analyse qui suit.

Tableau: Cameroun 1996-2004. Evaluation chiffrée ex-post du PAR

Critères	Programmes		Programmes d'appui aux réformes PAR (PAS II +PAS III) Indicateur agrégé (moyenne)
	PAS II	PAS III	
Pertinence	3	3	3, satisfaisant
Efficacité	3	2,5	2,8, satisfaisant
Efficience	2	2	2, peu satisfaisant
Développement institutionnel	3	2,5	2,8, satisfaisant
Durabilité	3	2,5	2,8, satisfaisant
Indicateur agrégé	3	3	3, satisfaisant

3.2 Analyse de la performance globale des programmes d'appui aux réformes (PAR)

3.2.1. *Formulation.* Les PAR sont constitués par les programmes successifs PAS II(1997-2000) et PAS III (2001-2004). Les prêts PAS II et PAS III appuyaient les programmes d'ajustement structurel à moyen terme du Gouvernement, programmes qui mettaient en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté (DSRPi, DSRP) et menaient des réformes. L'évaluation de PAS II et PAS III s'est déroulée en liaison avec les Institutions de Bretton Woods, qui soutenaient aussi les programmes du Gouvernement à travers les deux FRPC du FMI et le CAS III de la Banque mondiale, portants sur la même période.

3.2.2. *Objectifs.* L'objectif global des PAR, tel qu'il résulte de l'examen de ceux de PAS II et PAS III, était la lutte contre la pauvreté. Ses objectifs spécifiques étaient la stabilisation et la croissance économiques, la réduction de la pauvreté, et l'amélioration de la gouvernance. La mise en œuvre des PAR devait permettre de : rétablir les grands équilibres macroéconomiques ; réaliser annuellement un taux de croissance du PIB réel d'au moins 5 ou 6 % par an ; contenir l'inflation dans les limites de 2 % ; limiter le déficit extérieur courant entre 2,5% et 3,5% du PIB ; réduire le taux de pauvreté du niveau de 50 % en 1999/2000 à environ 42% en 2003/04.

3.2.3. *Pertinence.* Les composantes et mesures des PAR répondaient aux besoins du pays qui avait besoin d'abord de restaurer et de consolider la croissance économique forte, puis d'améliorer davantage la situation sociale des populations. Elles ciblaient les priorités du Gouvernement dans la mesure où elles découlaient des programmes à moyen terme du Gouvernement et du DSRPi. La meilleure gestion et le redressement des finances publiques, à travers une meilleure gouvernance, l'augmentation des recettes et la rationalisation des dépenses, devaient permettre à l'Etat de mieux promouvoir le développement économique et de redéployer les dépenses publiques vers les secteurs sociaux. Les réformes structurelles (réhabilitation du secteur bancaire, restructuration/privatisation des entreprises publiques, rationalisation de la fonction publique et protection de l'environnement) devaient accroître l'efficacité globale de l'économie. Le respect des critères fixés par l'Initiative PPTE devait permettre d'obtenir un allègement substantiel de la dette extérieure et de meilleurs équilibres économiques extérieurs. Les priorités du Gouvernement recoupaient celles de la Banque retenues par les DSP 1996-98, 1999-2001 et 2002 -2004, DSP qui privilégiaient le renforcement de la lutte contre la pauvreté, la meilleure gestion des ressources publiques et de la dette, la mise en œuvre des réformes, et la promotion du secteur privé. Ainsi, dans son programme d'assistance au Cameroun 1996-2004, la Banque a consacré une bonne partie de ses engagements à l'appui aux réformes économiques et au développement social. Cependant, les PAR souffrent, aussi bien dans PAS II que dans PAS III, de leur champ trop vaste, du trop grand nombre de mesures à réaliser en peu de temps et de l'irréalisme de certains de leurs calendriers. Ces lacunes sont en partie dues à l'absence de missions d'identification et de préparation spécifiques de la Banque qui a pénalisé la qualité à l'entrée des programmes. La Banque s'est trop exclusivement appuyés sur les travaux menés en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, ce qui a affecté sa contribution substantive. Toutefois, au total, la pertinence des PAR est considérée satisfaisante, comme l'indique la notation du tableau ci-dessus.

3.2.4. *Efficacité.* Les PAR, aussi bien à travers PAS II que PAS III, ont contribué, après une décennie de crise économique, à maintenir la stabilité macro-économique, à poursuivre la croissance (taux de croissance réelle moyen de près de 4,3 % par an), à faire reculer l'incidence de la pauvreté, à améliorer l'accès de la population aux services sociaux, et à réaliser les critères de l'Initiative PPTE. La mise en œuvre des PAR a appuyé les autorités dans leurs efforts d'élaboration du DSRPi et du DSRP et a jeté les bases des résultats obtenus au-delà du programme en 2005 et 2006. Cependant, il n'a pu être impulsé une croissance suffisante du secteur non pétrolier et un plus grand recul de la pauvreté. Alors que les objectifs de scolarisation primaire peuvent être atteints, le Cameroun reste en deçà d'autres objectifs des OMD, en particulier de baisse de la pauvreté et réduction des mortalités maternelle et infantile. Bien que les PAR aient permis un certain renforcement des capacités institutionnelles de l'administration, notamment, en matière de mobilisation des ressources, de modernisation de l'administration fiscale, de réforme de la fonction publique, de

programmation des investissements publics, de réforme des marchés publics, les progrès de la gouvernance et de la lutte anticorruption sont insuffisants. Ces lacunes de gouvernance expliquent en partie le dérapage des dépenses budgétaires en 2004. Par contre, la gestion de la dette a réussi à mener simultanément sa gestion courante, sa renégociation et la réunion des conditions de satisfaction des critères des points de décision et d'achèvement de l'Initiative PPTE (qui ne sera pas atteint en 2003 ou 2004 comme espéré, mais en mai 2006). Au total, comme indiqué dans le tableau ci-dessus, l'efficacité des PAR est considérée satisfaisante, en particulier en raison du succès obtenu dans l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

3.2.5. *Efficiences*. L'efficacité économique, déjà faible au départ, s'est très peu améliorée au cours des PAR en raison de la persistance de facteurs entravant la gouvernance, donc la promotion des investissements et l'efficacité de l'utilisation des facteurs. Sur la période, seulement une partie des mesures portant sur la gouvernance ont été réalisées. Par ailleurs, les retards du PAPNG et de son apport à une meilleure efficacité des services qu'il appuie sont importants. Ces situations ont été cause de manque d'efficacité, manque d'efficacité qui s'est traduit par une persistance du manque d'efficacité de certains services clés de l'administration du Cameroun. Or, ce manque d'efficacité de l'administration a un impact négatif sur le PIB. L'efficacité des PAR est jugée peu satisfaisante.

3.2.6. *Impact sur le développement institutionnel*. La mise en œuvre des PAR a permis le renforcement, trop lent, des capacités institutionnelles de l'administration dans plusieurs domaines. Ainsi, en matière de mobilisation des ressources, la mise en place de la TVA et la modernisation de l'administration fiscale ont permis d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales. En outre, le programme a permis la mise en place d'un mécanisme garantissant le transfert régulier au budget de l'Etat des recettes pétrolières. Les PAR ont aussi facilité le renforcement encore limité des capacités institutionnelles de l'administration en matière de lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de la réforme de la fonction publique, le SIGIPES dont la mise en place a été initiée au cours du programme, permettra à moyen terme de concilier les fichiers de la solde et de la fonction publique au niveau des quatre ministères pilotes et ensuite à l'ensemble des ministères. Par contre, il faut noter la lenteur de la mise en œuvre des réformes et les lacunes en matière de gouvernance, qui ne permettent pas encore des appuis budgétaires de la Banque et des autres partenaires au développement.

3.2.7. *Durabilité*. La mise en œuvre des PAR a contribué à rétablir les grands équilibres macro-économiques, condition de la durabilité de la croissance. Grâce aux bons résultats macro-économiques obtenus avec leur appui, le Cameroun a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE et bénéficie d'un allègement de sa dette extérieure permettant une soutenabilité durable de ses équilibres extérieurs. Les PAR ont en outre aidé à réduire l'incidence de la pauvreté, ce qui est une condition de la stabilité sociale. La durabilité satisfaisante des résultats des PAR est mise en lumière par la réalisation supplémentaire de mesures du programme en 2005 et 2006, les progrès de la situation macroéconomique en 2005 et 2006, et l'atteinte en 2006 du point d'achèvement PPTE. Ces progrès sont significatifs de l'engagement du gouvernement et de ses partenaires au développement pour la durabilité des acquis des programmes passés. De plus, des orientations de PAS II et PAS III, continuent à être prises en charge dans le cadre de la nouvelle FRPC du FMI ou du PARBG de la Banque. Les PAR ont ainsi permis de préparer une nouvelle contribution de la Banque dans le domaine de la gouvernance, contribution dont la visibilité est significative, tant auprès des autorités camerounaises que des autres partenaires au développement au

Cameroun. Comme indiqué, dans la notation du tableau ci-dessus, la durabilité du PAR est considérée comme satisfaisante.

3.3 Assistance de la Banque sous forme autre que les prêts

3.3.1. Outre les programmes et projets qu'elle a directement financés, la Banque, a aussi apporté une assistance sous forme autre que celle des prêts, à travers des travaux économiques et sectoriels, la coordination de l'aide et le dialogue sur les politiques. Les principaux travaux économiques et sectoriels ont été les différents Documents de stratégie pays (DSP) et le Profil de Gouvernance Pays. Les DSP, qui ont été régulièrement élaborés et mis à jour pour les périodes 1996-98, 1999-2001 et 2002-2004, ont été progressivement améliorés dans le temps, sans être cependant suffisamment axés sur les résultats. Ils ont clairement identifié les problèmes économiques du pays et proposé des stratégies adéquates d'intervention ainsi que les instruments de prêts appropriés. Le dernier DSP 2005-2009 appartient à la dernière génération de DSP de la Banque plus systématiquement axés sur les résultats. Le Profil Gouvernance Pays (PGP) est une étude élaborée en 2004 qui a fait le point sur la situation de la gouvernance dans le pays. Il a permis de dégager les faiblesses et les insuffisances liées à la gouvernance et de définir les principaux axes futurs d'intervention de la Banque dans ce domaine. En se basant sur ce PGP, il a été approuvé en novembre 2006 le nouveau programme d'appui aux réformes de la Banque, le Programme d'appui aux réformes en matière de gouvernance (PARG).

3.3.2. Hormis ces travaux du programme général de travail de la Banque, peu d'études économiques et sectorielles spécifiques ont été menées. Aussi, l'assistance de la Banque sous forme autre que les prêts est jugée tout juste satisfaisante dans son ensemble.

IV. ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Suite au succès du programme de référence en 1996, le gouvernement a adopté une politique d'ajustement et de réformes visant la stabilisation, la croissance et la diminution de la pauvreté. Il sera examiné ici la réponse de l'économie à ces réformes appuyées aussi par d'autres bailleurs de fonds. Bien évidemment, il serait erroné d'attribuer les résultats obtenus (succès ou échec) entièrement à la Banque, que cela soit en matière de croissance, de lutte contre la pauvreté ou d'autres questions transversales.

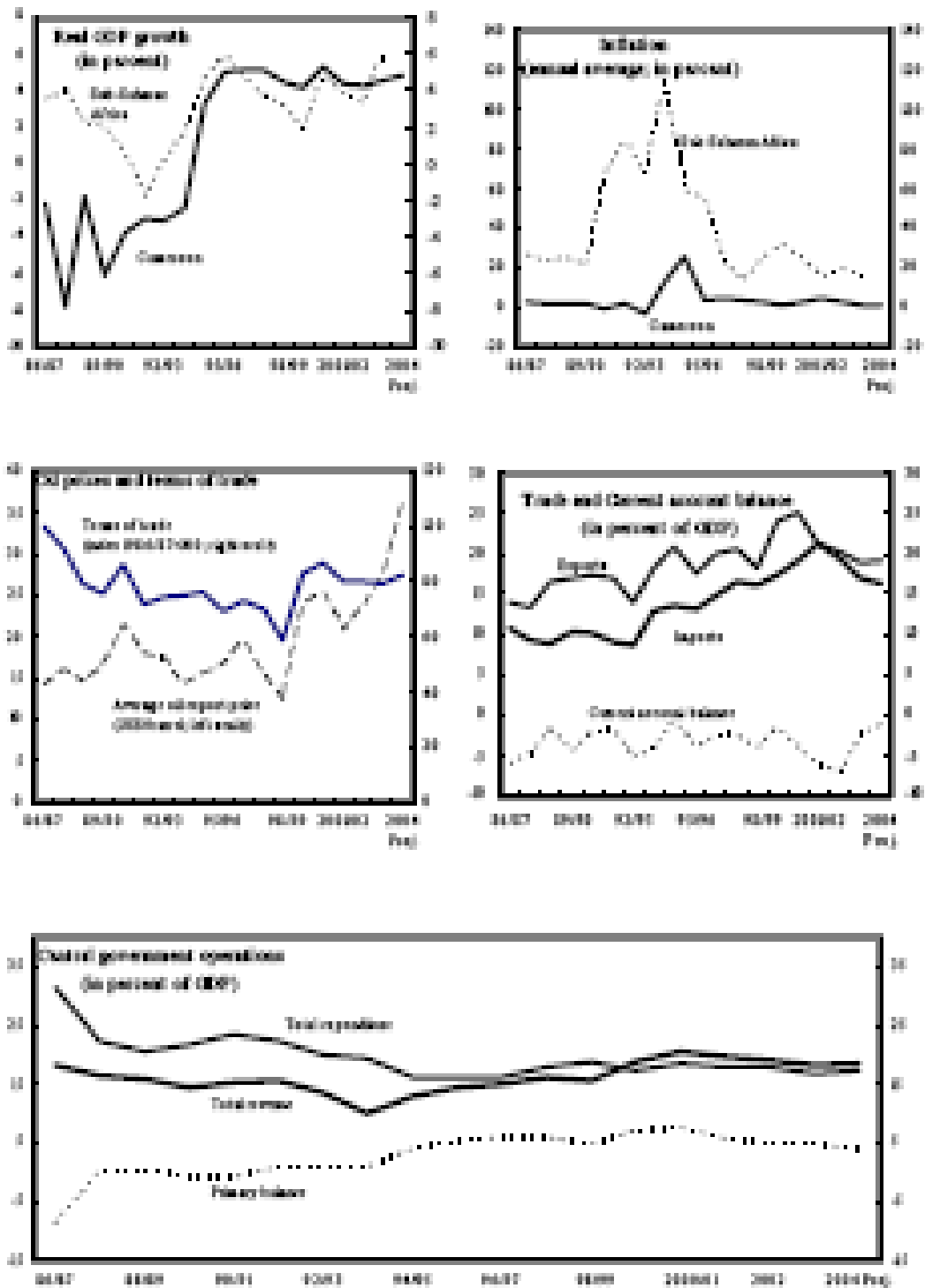
4.1 Impact sur la croissance économique

4.1.1. Cet impact sur la croissance économique sera examiné à travers l'évolution du PIB, mais aussi à travers la prise en compte des déséquilibres de l'économie, des investissements et des dépenses publiques, et de la diversification de l'économie. Il sera comparé trois périodes: la période ante-1997 (plus précisément 1987-93 et 1994-96), la période (1997-2000) et la période 2001-04. les données utilisées sont dans les tableaux en annexes ou sont illustrées par les graphiques ci-après⁶.

⁶ Ces graphiques sont tirés du rapport FMI déjà cité « Cameroon: Ex Post Assessment of Longer-Term Program Engagement June 2005 ».

Figure : Les principaux indicateurs macroéconomiques 1996-2004

Source : FMI



4.1.2. Incontestablement, la croissance retrouvée après la dévaluation de 1994, s'est stabilisée et consolidée depuis 1997, les données disponibles du taux de croissance annuel moyen du PIB à prix constant étant les suivantes : -2,6% en 1987-93, 2,7% en 1994-97, 4% en 1997/98-1999/2000, 4,1% en 2000-2004, 2% en 2005 et 3,5% en 2006. Cette croissance a été impulsée par la croissance de la production hors hydrocarbures : -2% en 1987-93, 3,1% en 1994-96, 4, 9% en 1997-2000, 5% en 2001-2004, 2,9% en 2005 et 3,1% en 2006. Cependant, cette croissance n'a pas été aussi forte que ce qui était souhaité et prévu (6% après 2003).

4.1.3. Cette croissance, souvent assez robuste, a été permise en particulier par la stabilisation macroéconomique obtenue par les politiques mises en œuvre. L'inflation a été maîtrisée, puisque l'indice des prix à la consommation a eu une tendance baissière en moyenne annuelle: 1,2% en 86-93, 11,5% en 1993-97, 3,1% en 1995-2000, 1,6% en 2001-2004. Le solde budgétaire a été aussi maîtrisé (dons exclus), de façon grandissante : -6% en 86-93, -3,8% en 1994-1996, -1,2% en 1997-2000, 0,5% en 2001-2004, 3% en 2005 et 3,4% en 2006. Le solde des paiements extérieurs courants a posé plus de problèmes (dons inclus), et est resté négatif : -3,7% en 86-93, -3% en 1994-96, -2,8% en 1997-2000, -4,1% en 2001-04, -3,6% en 2005 et -0,5% en 2006. Cette persistance de déficit malgré les revenus pétroliers plus importants est due à la baisse de la production et des prix du café, la limitation des exportations de bois pour préserver les forêts et la stagnation des exportations des produits industriels. L'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2006 pourrait faciliter une meilleure maîtrise des paiements extérieurs dans les prochaines années.

4.1.4. Pour ce qui est des montants de l'endettement, leur baisse est très importante entre 1997 et 2005. l'encours de la dette extérieure du Cameroun s'élevait en valeur nominale à 6,2 milliards de dollars EU fin 2005 au lieu de 7,6 milliards de dollars EU en 1997.. Elle s'élevait en valeur actualisée nette (VAN) à 5,67 milliards de dollars. Après les allègements traditionnels, la VAN de la dette était alors de 4,795 milliards de dollars. Après allègement PPTE, la valeur actualisée nette (VAN) de la dette représentait fin 2005 2,24 milliards de dollars. L'application complémentaire d'allègements bilatéraux et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (MDRI), auxquels le Cameroun a eu droit, accroît cet allègement, puisque la VAN de la dette ne représentera après ces allègements supplémentaires que 480 millions de dollars. Sont aussi spectaculaires les impacts de l'atteinte des points de décision et d'achèvement de l'Initiative PPTE sur l'endettement du pays, et par conséquent sur les ratios qui mesurent son poids. Alors que la dette publique extérieure représentait 87,6 % du PIB en 1997, elle n'en représentait plus que 44,2 % et 36,7 % en 2004 et 2005, et bien moins une fois complètement appliqué les allègements PPTE et MRDI. De même, le service de la dette extérieure effectivement payé qui représentait en 1987 16,1% des exportations et 66,2% des revenus gouvernementaux, ne représentait plus en 2004 que 7% des exportations et 10,8 % des revenus gouvernementaux. Après 2006, suite aux allègements PPTE puis aux allègements bilatéraux et MDRI, le service annuel de la dette représentera respectivement moins de 5 % et moins de 1% des exportations de biens et de services, avant de remonter en % après 2015. Cette hausse sera soutenable, et la soutenabilité de la dette extérieure ne serait assurée qu'en cas d'une politique macroéconomique adéquate, d'une gestion prudente de la dette, de taux de croissance du PIB d'environ 5% et de l'absence de chocs internationaux importants sur les prix des exportations et importations.

4.1.5. De façon globale, pendant le PAS II (1997-2000), comme pendant le PAS III (2001-2004), la performance économique a été assez forte. La croissance n'a pu être impulsée davantage en raison de divers facteurs : faible diversification de l'économie, niveau bas des investissements et des dépenses publiques, absence de compétitivité, gouvernance inadéquate, retards du commerce régional. La diversification de l'économie ne s'est pas faite et la production hors hydrocarbures a crû moins rapidement que ce qui était attendu et possible. Le niveau des investissements reste insuffisant, celui des investissements intérieurs bruts ayant ainsi évolué en % du PIB : 19,1% en 86-93, 15,3% en 1994-96, 17,5% en 1997-2000, 18,2% en 2001-2004. Ces investissements augmentent insuffisamment aussi bien en raison du niveau bas des investissements publics (6,4 % en 86-93, 1% en 1994-1997, entre 1,5% et 3% pour les autres années) et des investissements du secteur privé qui reste peu dynamique et a des difficultés persistantes pour les faire financer par le secteur bancaire. Les dépenses publiques s'élèvent à moins de 17% au cours des dernières années⁷, à un niveau qui ne permet pas de dynamiser le PIB, l'investissement en capital y représentant⁸ entre 1,9% et 3,3% du PIB au cours des années 1997 à 2004. Enfin, l'efficacité de l'économie continue à être faible, en raison en particulier de questions de gouvernance. Sa compétitivité est faible et les avantages de compétitivité apportés par la dévaluation de 1994 n'ont pu être exploités en raison de coûts intérieurs élevés. Les progrès de la gouvernance n'ont pas été suffisants pour accroître la compétitivité. Enfin, les possibilités du commerce régional restent peu exploitées.

4.1.6. Au total, l'impact de PAS II et PAS III sur la croissance économique est positif.

4.2 Impact sur la réduction de la pauvreté

4.2.1. Au moment de la conception du PAS II en 1996, la pauvreté avait fortement progressé au Cameroun et touchait plus de 50,5% de la population. En effet, la pauvreté s'était fortement accrue durant la profonde récession de 1986 à 1993, la crise des finances publiques de cette période ayant de plus entraîné une sérieuse détérioration des secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures. De 1994 à 1996, après la dévaluation de 1994, malgré la reprise de la croissance, la rigueur budgétaire n'a pas permis de renverser la tendance en matière d'aggravation de la pauvreté. Cette situation et ses difficultés étaient résumées par un indice de développement humain de 0,536 qui classait le Cameroun au 134^{ème} rang sur 174 pays en 1997. L'amélioration des performances macroéconomiques durant PAS II a entraîné une modeste augmentation des revenus par tête mais ne s'est pas accompagnée d'une amélioration comparable des conditions de vie des ménages. D'ailleurs, PAS II et les programmes FRPC et SAC III, n'avaient pas rassemblé les moyens qui donneraient la priorité à la lutte contre la pauvreté. Ils avaient ainsi prévu une participation accrue des populations aux coûts de la santé et de l'éducation. PAS III a été plus engagé dans la lutte contre la pauvreté, en se basant sur les orientations du DSRP intérimaire (DSRPI) adopté en août 2000 et des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM, septembre 2000) souscrits par le Gouvernement. L'adoption du DSRP final en avril 2003 a complété cette prise en charge accrue de la lutte contre la pauvreté. Deux enquêtes auprès des ménages menées en 1996 et 2001 et différentes statistiques donnent une vue globale de l'incidence des programmes sur la pauvreté.

4.2.2. Sur la période 1996-2004, il apparaît que les efforts de lutte contre la pauvreté ont produit des premiers résultats positifs. Des facteurs importants de cette évolution positive ont

⁷ 23% en 1986-93, 16,9% en 1994-97, 18,1% en 1997-2000, entre 14,4% et 17,4% les années suivantes.

⁸ 7,4 % en 86-93, 1,7% en 1994-96, entre 1,9 et 3,3% au cours des années 1997 à 2004.

été la poursuite de la croissance économique et les investissements sociaux faits qui ont amélioré la qualité de la vie. Selon les statistiques et projections provisoires officielles, l'incidence de la pauvreté est passée de 53,3% en 1996 à 40,2% en 2001 et 38,8% en 2006, soit des taux meilleurs que l'objectif fixé pour 2003-2004 (42%). L'IDH est passé de 0,502 en 2000, à 0,497 en 2003 (146^e), à 0,506 en 2004 (144^eme sur 177 pays). Mais, de grandes difficultés d'accès à l'emploi demeurent, comme le montre une récente enquête emploi de l'INS. L'accès aux services sociaux de base s'est amélioré. En 2005, 56,5% des ménages avaient accès à l'eau potable (44,2% en 1996, 50,5% en 2001) ; 54,4% au courant électrique (37,0% en 1996, 46,1% en 2001).

4.2.3. Des progrès sont effectivement enregistrés dans la scolarisation. Dans l'enseignement primaire, les effectifs ont atteint trois millions en 2004, alors qu'ils étaient 2 millions en 1998. Le taux brut de scolarisation dans le primaire est passé de 81% en 1995-96 à environ 100% en 2003-2004, avec un indice de parité de 0,85 en 2004. En 2003, l'indice de parité filles/ garçons était de 87,5% au niveau de l'enseignement secondaire. Dans le secteur de l'éducation, les dépenses publiques ont progressé de 2,7% du PIB en 2000 à 3,2% en 2001, à 3,6% en 2002 et 3,8% en 2004.

4.2.4. Dans le secteur de la santé, des progrès sont enregistrés dans divers domaines, mais encore trop lents en matière de mortalité infantile et de mortalité maternelle où la situation reste préoccupante. Des résultats sont obtenus dans des domaines tels que la vaccination, la lutte contre le paludisme et le SIDA. Un plan stratégique VIH/SIDA 2000-05 est mis en œuvre, le Gouvernement subventionne les médicaments génériques et les antis rétroviraux. Selon l'Enquête démographique et de santé 2004, la prévalence du SIDA est de 5,5 % (femmes : 6,8%, hommes 4,1% chez les 15-49 ans). Mais, elle indique aussi que la plupart des indicateurs relatifs à la santé des enfants sont au mieux restés stables ou se sont dégradés. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1.000 naissances vivantes était 144 pour les années 1999-2004. Le taux de mortalité maternelle est estimé à 669 décès maternels pour 100. 000 naissances pour la période 1998-2004 contre 454 pour la période 1991-1997⁹. Les dépenses publiques de santé représentent 8 % du budget de l'Etat en 2003 (7,2% en 1999) et seulement 28,9% des dépenses totales de santé (les dépenses privées de santé en représentant 71,1%).

4.2.5. Des données spécifiques sont disponibles sur l'évolution de la situation relative des pauvres entre 1996 et 2001. D'après le DSRP, en 1996, les ratios incidence de la pauvreté, profondeur de la pauvreté et Indice de Gini étaient respectivement de 53,3 19,1% et 0,406. En 2001, ils étaient respectivement de 40,2 %, 14,1%, et 0,408. Huit pauvres sur 10 vivent en milieu rural. La part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale était en 1996 et 2001 respectivement de 8,6% et 9%. Les inégalités de revenus se sont maintenues entre 1996 et 2001, mais on ne dispose pas de données quantitatives sur l'évolution depuis 2001. Suite aux politiques d'ajustement prévoyant une participation aux coûts des soins de santé, les plus pauvres ont un accès plus difficile à la santé, moins d'accouchements se font en milieu hospitalier. Cette situation des plus pauvres contribue à l'exode rural, au développement de l'informel, à l'instabilité dans le travail, ainsi qu'à l'insécurité qui peut exister dans les villes.

⁹ Cette dégradation est probablement une conséquence de la suppression des hospitalisations gratuites et de l'accroissement du nombre d'accouchements non assistés.

4.2.6. Pour ce qui est de l'atteinte des OMD, le Cameroun reste en deçà des objectifs de baisse de l'incidence de la pauvreté et de la mortalité maternelle. Les objectifs relatifs à l'enseignement primaire peuvent être atteints. La prévision est difficile à faire avant la prochaine enquête ECAM pour la mortalité infantile (les ratios sont limites) et le VIH-SIDA¹⁰.

4.2.7. Au total, l'impact de PAS II et PAS III sur la pauvreté et la situation sociale est positif.

4.3 Impact sur le développement institutionnel

4.3.1. Les impacts de PAS II et PAS III sur le développement institutionnel se font plus ou moins ressentir dans les domaines de la gestion économique, de l'atténuation de la pauvreté et des capacités sectorielles. Pour ce qui est de la gestion économique, des progrès sont enregistrés en matière de mobilisation des ressources, de programmation des investissements, de gestion de la dette, de prévisions socioéconomiques et de statistiques. La mobilisation des revenus budgétaires est en progrès. Ainsi, en matière de mobilisation des ressources, la mise en place, sans heurts, de la TVA, ainsi que la modernisation de l'administration fiscale ont permis d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales. En outre, PAS II a permis la mise en place d'un mécanisme garantissant le transfert régulier, au budget de l'Etat, des recettes pétrolières.

4.3.2. Le programme a permis aussi d'améliorer la programmation, le suivi et l'exécution du programme d'investissements publics qui est maintenant informatisé, mais la consommation des crédits d'investissements et la réalisation à temps des investissements publics ne sont pas encore maîtrisées. La gestion de la dette est mieux maîtrisée ce qui a contribué à d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPT. La réforme de la fonction publique progresse trop lentement. Le SIGIPES dont la mise en place a été initiée, permet actuellement de concilier les fichiers de la solde et de la fonction publique au niveau des quatre ministères pilotes et permettra, quand il sera étendu à l'ensemble des ministères, de maîtriser la masse salariale.

4.3.3. Le Comité interministériel de supervision (CIS), assisté du Comité technique de suivi des programmes économiques (CTS) a maintenant une expérience avérée dans la gestion des programmes : il est indéniable que le processus d'internalisation de ce type de programme a enregistré une avancée réelle dans la culture économique des décideurs camerounais. Les équilibres fondamentaux sont mieux assurés par les services de programmation et de prévision concernés mais l'organisation d'une croissance forte et durable n'est pas encore obtenue. La statistique nationale est en cours de renforcement et a mené d'importantes enquêtes. La gouvernance est en cours d'amélioration (gestion budgétaire, marchés publics) mais de nombreuses lacunes subsistent (corruption, décentralisation, gouvernance du privé). Le système bancaire est assaini mais ne joue pas de rôle dynamique dans le financement de l'économie.

4.3.4. Pour ce qui est de l'organisation de l'atténuation de la pauvreté, la lutte contre la pauvreté est mieux organisée sur la base du DSRP et de ses processus d'élaboration et de suivi. L'affectation des ressources budgétaires en faveur des investissements sociaux et des

¹⁰ La forte variation enregistrée de 11% à 5% pour la prévalence du SIDA est elle due à un recul de la maladie ou à un changement de mode de calcul de la prévalence?

pauvres est mieux maîtrisée. Les progrès réalisés ont permis de réduire l'incidence de la pauvreté (pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté).

4.3.5. Pour ce qui est des capacités sectorielles, elles ont été renforcées dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice, des forêts, etc. mais restent insuffisantes de façon générale. Il a été mis en place un fonds routier qui, en raccourcissant considérablement les délais de paiement des entreprises prestataires de services, a amélioré la qualité des routes au Cameroun. Le renforcement des cellules de planification et de projets doit se poursuivre, ainsi que le renforcement des capacités des ministères sectoriels et des secteurs. Le système judiciaire est en cours de renforcement mais ses faiblesses sont un obstacle à l'amélioration du climat des affaires. Les conditions de la protection et de la gestion des forêts sont meilleures.

4.3.6. La privatisation des entreprises publiques a beaucoup avancé et se poursuit en perspective d'une finalisation proche des opérations de privatisation. Le climat des affaires n'est pas satisfaisant malgré des progrès, comme le montre le classement du Cameroun par Doing Business 2006¹¹. L'amélioration du climat des affaires est indispensable. Les crédits bancaires d'investissement au secteur privé restent faibles. La gouvernance des entreprises privatisées comme celle de l'ensemble du secteur privé est à améliorer.

4.3.7. L'impact de PAS II et PAS III sur le développement institutionnel est donc positif. Globalement, sur les plans économique, social et institutionnel, l'impact de PAS II et PAS III est donc jugé satisfaisant.

4.4 Durabilité

4.4.1. Les indicateurs de la durabilité sont examinés : Engagement durable de l'Emprunteur, soutien sociopolitique, viabilité économique, dispositions institutionnelles, viabilité environnementale, résistance aux facteurs exogènes.

4.4.2. Le Gouvernement a fait preuve d'engagement pendant le PAS II et le PAS III, engagement qui s'est poursuivi au-delà du programme en 2005 et 2006. Cet engagement a été particulièrement fort lors de PAS II. Aussi, quoique ses efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques n'aient pas été toujours constants comme le montrent les dérapages budgétaires de 2004, le redressement de la politique budgétaire en 2005, atteste de cette continuité de l'engagement gouvernemental soutenu sur le long terme. Cet engagement est un facteur favorable de la durabilité des résultats déjà obtenus.

4.4.3. Le soutien sociopolitique de l'action gouvernementale par la population a bénéficié des résultats concrets obtenus par le gouvernement en termes de réduction de la pauvreté, de santé, d'éducation et d'amélioration des conditions de vie. Il souffre aussi des limites de ces résultats et des contraintes rencontrées par le pays. Ainsi, une incidence élevée de la pauvreté persiste, le niveau bas des salaires est contesté et les attentes sociales non satisfaites restent fortes. L'adhésion sociopolitique de la population s'est exprimée à des degrés divers lors de différentes élections. Ainsi, des élections présidentielles qui ont eu lieu en 2004 ont confirmé le Président de la République en place et la continuité de l'exercice du pouvoir. Le rôle plus actif du Parlement ainsi que la participation plus grande de la société civile à l'organisation et au contrôle des activités nationales se sont développés au cours des dernières années, mais

¹¹ Doing Business 2006, Banque Mondiale.

restent à étendre et à doter de capacités. L'atteinte du point d'achèvement a soulevé des espoirs de la population pour une amélioration de ses conditions de vie et, en particulier en matière salariale et de coût de la vie.

4.4.4. La viabilité économique des résultats obtenus facilite la durabilité des mesures du PAS II et PAS III. Le maintien des grands équilibres macro-économiques facilite la mise en œuvre de politiques futures davantage capables d'impulser une forte croissance. L'augmentation en cours des ressources budgétaires facilitera un niveau de dépenses et d'investissements publics plus en rapport avec les besoins de développement du pays. L'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE et l'allègement substantiel de sa dette extérieure ont dégagé d'importantes ressources financières (plus de 4 milliards de dollars en VAN) pour financer les investissements sociaux et autres investissements prioritaires. Cependant, la viabilité économique reste fragile. La dette ne restera soutenable que si sont menées les politiques adéquates et si l'environnement international et régional ne se détériore pas. Au cours des quinze dernières années, les taux de croissance réelle n'ont jamais atteint le niveau de 6% par an indispensable pour atteindre les ODM. Le prochain DSRP devra dégager en 2007 des voies nouvelles d'impulsion de la croissance hors hydrocarbures.

4.4.5 Les prévisions disponibles indiquent que ces évolutions enregistrées en 1996-2004 se poursuivront. La valeur de la production pétrolière ne diminuera pas en raison de la bonne tenue des prix d'hydrocarbures et de récentes, mais modestes, découvertes de champs pétroliers. Les objectifs macroéconomiques du programme FMI pour la période 2006-2008 sont un taux de croissance réelle du PIB de 4%, une inflation inférieure à 3%, un déficit du compte courant inférieur à 3 % du PIB. Les prévisions 2005-2025 faites dans le cadre de l'analyse de la soutenabilité de la dette, retiennent des taux de croissance annuels moyens du PIB de 5,1 à 5,4% et de 4,1% à 5,5% pour le PIB hors hydrocarbures.

4.4.6 La consolidation du dispositif institutionnel obtenue pendant le PAS II et le PAS III facilitera les actions futures, mais elle a été trop limitée et son impact dépendra de la continuité dans la concrétisation des mesures adoptées. L'amélioration de la programmation financière, l'élargissement et l'intensification de la collecte des ressources budgétaires, la meilleure maîtrise des marchés publics, la gestion améliorée de la fonction publique, le renforcement en cours de la Justice, ainsi que la mise en place du Conseil Constitutionnel et de la Chambre des comptes sont des acquis à approfondir pour la durabilité du dispositif institutionnel.

4.4.7 La nouvelle réglementation de l'activité forestière a donné une base plus solide à la préservation et la stabilité des écosystèmes forestiers. Les efforts engagés pour la politique de l'environnement, en particulier en liaison avec le pipeline pétrolier Tchad-Cameroun, contribueront aussi à la durabilité des résultats de PAS III.

4.4.8 La résistance de l'économie camerounaise aux facteurs extérieurs s'appuie sur l'existence de plusieurs produits d'exportations et sur une dépendance limitée de l'aide extérieure. PAS II et PAS III y ont contribué en permettant la poursuite de l'augmentation de la production des produits exportés et a réduit les besoins en financement extérieur en limitant les déficits extérieurs. Mais cette résistance est limitée car le pays reste très dépendant des exportations de pétrole, de l'environnement économique international et de l'environnement régional.

V. PERFORMANCE DES PARTICIPANTS

5.1 Emprunteur et Organes d'exécution

Le REPP du PAS II avait mis en lumière l'engagement du Gouvernement, de 1997 à 2000 à faire aboutir les réformes appuyées par le PAS II, la FRPC I et le CAS 1996. Cet engagement s'était manifesté à divers niveaux de l'appareil gouvernemental, en particulier aux niveaux du CIS et du CTS. Cet engagement s'est pour l'essentiel poursuivi pendant le PAS III, entre 2001 et 2004, avec quelques dérapages cependant en 2004 qui avaient entraîné l'interruption de la FRPC et des retards dans la mise en œuvre des mesures de PAS III, en particulier dans le domaine de la gouvernance. Depuis 2005, cet engagement s'est de nouveau manifesté avec force et demande à être consolidé et approfondi pour affronter les problèmes de la gouvernance et de la corruption. Cet engagement a permis au Gouvernement de faire aboutir une partie des réformes, d'assurer la stabilité macroéconomique, d'impulser une croissance certes moins forte que nécessaire, d'améliorer une situation sociale qui reste cependant préoccupante et de mener le pays d'abord au point de décision de l'Initiative PPTE puis à son point d'achèvement. Cet engagement doit se renforcer dans le domaine de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, et se traduire davantage dans la mise en œuvre à temps des programmes et projets retenus par le Gouvernement, en particulier ceux bénéficiant de l'appui de la Banque et des autres partenaires au développement. On peut donc noter des aspects satisfaisants et des aspects non satisfaisants dans la performance de l'emprunteur. Cependant, au total, en raison en particulier de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE, la performance de l'emprunteur pendant la période 1996-2004 est considérée satisfaisante.

5.2 Banque

5.2.1. Les travaux d'évaluation des PAS II et de PAS III par la Banque ont été pertinents, mais leur identification et leur préparation laissent à désirer. Certes, la Banque a été associée à des missions conjointes du FMI et de la Banque mondiale pour la préparation des programmes à la demande des autorités camerounaises, mais sa valeur ajoutée dans ces missions n'apparaît pas suffisamment. De plus, dans ces deux PAS la Banque n'a pas effectué une supervision qui serait suffisamment rapprochée et qui apporterait toute l'assistance utile aux cellules d'exécution du programme, ce qui affaiblit l'apport de la Banque à la mise en œuvre de ces deux programmes d'ajustement. Cette situation pose le problème de la disponibilité et de la composition des missions de la Banque lors de l'évaluation et de la supervision de ce type de programme. Par contre, il est positif que depuis sa première intervention dans le multisecteur et l'appui aux réformes, la Banque, conformément aux directives de son Conseil d'administration, ait collaboré étroitement avec le FMI, la BM et les autres partenaires au développement pour impulser et appuyer les réformes dans les pays membres régionaux. Elle a ainsi participé à la plupart des différentes réunions de coordination et missions communes visant la mise au point ou la mise en œuvre des politiques d'ajustement et de réforme. Comme dans d'autres programmes d'ajustement soutenus par la Banque, elle n'a pas pu utiliser cette collaboration pour accroître sa contribution substantive aux étapes d'identification, de préparation et d'évaluation. Une des raisons de cette déficience est que les équipes qui en sont chargées soit ne sont pas disponibles soit comportent un nombre insuffisant d'experts de différentes qualifications.

5.2.2. Cependant, à travers les programmes d'appui aux réformes, la Banque a pu soutenir les efforts du pays et l'aider à obtenir des résultats assez positifs aux plans économique et

social. Elle a aidé le pays à franchir les étapes de l'Initiative PPTE pour obtenir l'important allègement de dette qui lui a été récemment attribué. Par ailleurs, la Banque a pu jouer son rôle dans le dialogue avec le pays à travers les trois DSP pour la période, ainsi qu'entre le pays et les partenaires au développement. La Banque a par ailleurs pris des initiatives au Cameroun en matière de lutte contre la pauvreté et de gouvernance en collaboration avec les institutions de Bretton Woods. Ce cheminement annonce une plus grande sélectivité dans les interventions multisecteur de la Banque au Cameroun, où la Banque semble s'orienter désormais résolument vers la Gouvernance avec le PARG approuvé en novembre 2006. Au total, la performance multisecteur de la Banque pendant la période 1996-2004 est jugée satisfaisante.

5.3 Autres donateurs et cofinanciers

5.3.1. Pendant la période 1996-2004, la coordination de la Banque avec le FMI et la Banque Mondiale a été particulièrement étroite. Au PAS II et au PAS III, ont correspondu pour la FRPC I (1998-2000) et la FRPC II (2001-2004) du FMI ainsi que le CAS 1996 et le SAC III de la Banque mondiale, qui sont des programmes et prêts visant les mêmes objectifs principaux pour les mêmes périodes. Le FMI et la Banque Mondiale considèrent que la mise en œuvre de ces programmes a été satisfaisante, ce sur la base des post-évaluations qu'ils ont conduites.

5.3.2. En effet, le FMI a mené une évaluation rétrospective en profondeur de la période 1997-2004¹² et l'a complétée pour 2005 lors de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2006. Le FMI considère que FRPC I et FRPC II sont des programmes bien conçus. Il apprécie particulièrement les performances du programme FRPC I, jugées satisfaisantes. Critique de la mise en œuvre du FRPC II en 2004, il admet cependant, en 2006 et avec la BM que le Cameroun a maintenu depuis 2000 la stabilité macroéconomique et a mis en œuvre de façon satisfaisante le programme appuyé par la FRPC II.

5.3.3. De même, la Banque Mondiale a fait une évaluation rétrospective positive de son programme CAS 199613 et du prêt CAS III. Il note que la majorité des résultats visés ont été réalisés, y compris ceux qui étaient les plus pertinents pour les propres buts du pays.

5.3.4. Pendant la période, la coordination des bailleurs de fonds s'est déroulée convenablement, même si des divergences passagères d'appréciation ont pu exister entre le FMI et la Banque mondiale au moment de l'interruption du FRPC en 2004. Dans la dernière période, la coordination des bailleurs de fonds est renforcée à travers le groupe 8+6, au niveau des ambassadeurs, et par le Comité Multi Bailleurs (CMB) au niveau technique. Une bonne partie de ses travaux ont été consacrés à la gouvernance.

5.4 Facteurs exogènes

5.4.1 Certains facteurs échappent au contrôle des autorités, contrairement à ceux relevant de son autorité. Ils sont liés au contexte international, tels les prix des matières premières, le taux de change ou la situation régionale et aux conditions naturelles, tels la sécheresse.

¹² FMI, « Cameroon: Ex Post Assessment of Longer-Term Program Engagement June 2005 ».

¹³ - WB, Cameroon: Third structural adjustment credit, Implementation Completion Report, November 2004.
- WB, Cameroon : Country Assistance Strategy (CAS) 2004-2006, August 2003.

5.4.2. Le contexte économique international a été plutôt favorable en raison de la hausse des prix du pétrole qui a permis une augmentation des ressources budgétaires et un redressement des grands équilibres macro-économiques. Par contre, les prix de plusieurs produits exportés ont baissé ou ont été instables, pénalisant ainsi les équilibres extérieurs, bénéficiant fort heureusement des politiques des PAR contribuant aux équilibres macroéconomiques et à l'allègement de la dette extérieure. Le prix du cacao a augmenté mais la production et les prix du café ont baissé. Les exportations de bois ont baissé en raison de la politique de préservation des forêts. L'appréciation du taux de change ces dernières années n'a pas favorisé sa compétitivité extérieure. Par ailleurs les périodes de sécheresse constatées ont affecté la production agricole pendant quelques années, production agricole qui a été soutenue par des programmes et projets prévus par les DSP. De plus l'environnement régional en Afrique centrale, en particulier les problèmes politiques de certains de ses pays frontaliers, n'ont pas favorisé l'essor de ses échanges régionaux.

VI. CONCLUSIONS, LEÇONS ET RECOMMANDATIONS

6.1 Conclusions

6.1.1. Les programmes PAS II (1997-2000) et PAS III (20001-2004) ont eu deux préoccupations principales en commun : d'une part lutter contre la pauvreté en impulsant le développement du pays et en améliorant la situation sociale des populations, d'autre part appuyer les efforts du gouvernement pour atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE. En effet, leur intervention dans l'appui aux réformes a démarré en 1997 d'une part après la dévaluation de 1994 qui avait suivi la récession de 1986-93 qui avait aggravé la pauvreté dans le pays, d'autre part après l'adoption du DSRPi et l'accord intervenu entre le Cameroun et le FMI en vue de la mise en œuvre d'une FRPC (1997-2000) qui ouvraient la voie à l'accession du Cameroun à l'Initiative PPTE. Cette intervention a été pertinente et efficace. Elle a mis l'accent d'abord sur la stabilisation, la croissance économiques et les réformes structurelles, ensuite sur la lutte contre la pauvreté. Elle a eu pour préoccupation constante de réunir les conditions d'atteinte d'abord du point de décision de l'initiative PPTE en octobre 2000 puis de son point d'achèvement en mai 2006. La mise en œuvre des programmes a été globalement satisfaisante, le gouvernement montrant l'appropriation adéquate qu'il en avait et un fort engagement, particulièrement au cours du PAS II. Les impacts des programmes sur la croissance (un taux de croissance réelle annuel moyen de plus de 4% sur plus de 10 ans), sur la lutte contre la pauvreté (baisse significative de l'incidence de la pauvreté depuis 1996) et le développement institutionnel sont satisfaisants. L'important allègement de dette obtenu suite au point d'achèvement, plus de 4 milliards de dollars en VAN peut être une excellente occasion de développer les secteurs prioritaires de l'économie à travers l'utilisation rationnelle des fonds PPTE. En comparaison de la période pré-programme, l'économie est maintenant libéralisée.

6.1.2. L'interruption de la FRPC par le FMI en 2004 indique que la mise en œuvre des réformes ne s'est pas faite sans quelques difficultés et retards, l'approbation d'une nouvelle FRPC fin 2005 démontrant cependant la durabilité des résultats obtenus et la volonté commune du gouvernement et de ses partenaires de poursuivre leurs efforts dans la voie de la croissance et des réformes. Ces efforts sont d'autant plus nécessaires que la situation sociale reste préoccupante, que les lacunes de la gouvernance sont importantes et que la croissance n'est pas suffisamment élevée. Les ODM risquent de ne pas être atteints pour beaucoup d'entre eux. Les lacunes de la gouvernance et la corruption ont un fort impact négatif sur

l'efficience de l'économie et le climat des affaires. Le secteur privé n'a pas le dynamisme nécessaire, la diversification de l'économie ne progresse pas assez et le niveau des investissements reste trop bas pour accélérer le développement du pays. Le système bancaire ne joue pas le rôle d'appui au développement attendu de lui.

6.2 Leçons

- L'absence ou l'insuffisance de travail d'identification et de préparation des programmes nuit à leur qualité à l'entrée. Cette qualité serait accrue par une plus grande prise en compte des leçons des programmes antérieurs, ce qui suppose un calendrier adéquat des rapports d'évaluation, d'achèvement et de postévaluation des programmes. Des mesures complexes ne devraient pas figurer dans des programmes de réformes sans études analytiques préalables. En outre, la coordination de la Banque avec le FMI et la BM, cruciale pour la mise en œuvre des programmes d'appui aux réformes, n'a pas été suffisamment mise à profit par la Banque pour développer son apport substantif à la mise au point de ces réformes (3.2.3) ;
- Des résultats positifs de stabilisation macroéconomique et de croissance sont obtenus par des programmes du type PAS II/PAS III, mais ceux-ci ont des difficultés à assurer une croissance forte permettant de faire reculer la pauvreté et d'atteindre les ODM. La lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la situation sociale n'ont pas toujours la place qui leur revient dans de tels programmes. Ainsi, le PAS II porte moins l'accent sur la pauvreté que PAS III (2.2.3 ,2.2.4 , 3.2.4) ;'
- La composition des programmes de la Banque évolue vers leur plus grande sélectivité, actuellement en direction de la gouvernance. Le grand nombre de mesures de gouvernance du PAS III et du PNG qui étaient à mettre en œuvre dans de courts délais démontre une sous-estimation des difficultés de la bonne gouvernance (3.2.7).
- L'utilité de l'instrument Prêts d'appui aux réformes, sous forme d'appui à la balance des paiements, est confirmée par les résultats de PAS II et PAS III. Il a permis un soutien à long terme de la Banque aux réformes et aux actions pour l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Un appui budgétaire n'est pas encore possible en raison des lacunes de la gouvernance et de la gestion des finances publiques (3.2.6).
- Un facteur majeur de succès des programmes a été leur appropriation par le gouvernement et sa volonté politique de les mettre en œuvre (2.2, 3.2.7) ;

6.3 Recommandations

6.3.1 Pour le Groupe de la Banque. Il est recommandé que la Banque :

- i. Continue à apporter son appui aux réformes économiques et sociales au Cameroun, notamment à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement des capacités dans ces domaines. A cet effet, la Banque utilisera l'instrument adapté de financement qu'est le prêt d'appui aux réformes, sous forme

d'appui à la balance des paiements. Un appui budgétaire ne sera envisagé qu'après de nouveaux progrès dans la gouvernance des finances publiques;

- ii. Concentre les programmes d'appui aux réformes sur un nombre réduit de domaines et secteurs clés (gouvernance, social, agriculture) et y limite le nombre des mesures ;
- iii. Tienne mieux compte des leçons des programmes précédents, mène systématiquement des missions d'identification et de préparation des programmes pour améliorer la qualité à l'entrée des programmes et respecte un calendrier adéquat d'élaboration des rapports d'évaluation, d'achèvement et de postévaluation des programmes ;
- iv. S'assure de : l'existence des études préalables nécessaires avant de retenir des réformes complexes ; de la disponibilité des financements pour des volets importants des programmes ; et du réalisme des calendriers retenus ;

6.3.2. Pour le Gouvernement. Il est recommandé que le Gouvernement

- i. Poursuive la mise en œuvre des réformes, améliore la gouvernance, gère mieux les finances publiques, améliore le climat des affaires et accentue la décentralisation ;
- ii. Continue à donner la priorité à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration de la situation sociale ;
- iii. Impulse, en particulier dans le cadre de la préparation du prochain DSRP de 2007, des réflexions et des actions pour une croissance forte de la production hors hydrocarbures;
- iv. Accorde toute l'importance nécessaire à la promotion de la bonne gouvernance, de la justice et de la lutte contre la corruption. A cet égard, il est indispensable de veiller à la bonne mise en œuvre du prochain PARG et au fonctionnement efficace du projet d'appui institutionnel qui lui est lié ;
- v. Utilise efficacement les ressources dégagées par l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE et mobilise les ressources financières extérieures, en veillant à la soutenabilité de l'endettement extérieur;
- vi. Fasse respecter par ses services les accords liant le Cameroun et la Banque, en particulier l'établissement régulier des rapports de suivi des programmes et leur transmission à la Banque.

Annexe 1

Cameroun: Indicateurs macroéconomiques 1986/87-2004

	Moyenne 1986/87-92/93	Moyenne 1993/94-96/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2003	2004 Est	2005 Est.	2006 Proj.
	(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)										
Revenu national et prix											
PIB à prix constants	-2,6	2,7	5	4,4	4,2	5,3	4,3	4	3,7	2	3,5
Dont PIB non pétrolier	-2	3,1	5	4,4	4,6	5,5	4,9	4,9	4,9	2,9	3,1
Indice de prix à la consommation (moyen)	1,2	11,5	3,9	2,9	0,8	2,8	4,5	0,3	0,3	2	4,6
Commerce extérieur											
Exportation volume	0,3	3	11,1	8,2	-0,7	2,5	-1,6	6,9	-2	-10,8	3,2
Dont secteur non pétrolier	5,1	8,2	16,5	5,8	1,2	4,1	0	12,3	1,1	-11,8	2
Importation volume/2	-3,4	7,5	13,5	0,8	14,9	12,5	19,4	-0,6	11,2	4,5	5,3
Taux de change effectif réel	4,9	-8	-0,6	8,5	-4,2	-4,9	4,7	1,9	0,1	-3,5	..
Termes d'échange	-8,7	-0,3	-4,5	-15,7	41,5	4,5	-8,4	-0,8	-0,9	20	13,5
Monnaie et crédit											
Crédit au secteur privé	-5,2	0,5	30,3	11,2	10,5	8,7	10,8	8,9	1,4	10,9	6
Masse monétaire (M2)	-1,8	8,1	7,8	9,7	18,8	17,9	11,6	-0,9	7,3	4,2	11
Investissement domestique brut	19,1	15,3	17,5	18,7	16,4	17,7	18	18,3	18,9	21,2	21,5
Publique	6,4	1	2	2,3	1,4	2,1	1,8	1,5	2,6	2,7	3
Privé	12,7	14,3	15,5	16,4	15,1	15,6	16,2	15,4	16,3	18,5	18,5
	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)										
Opérations du gouvernement central											
Recettes totales (dons inclus)	16,5	13,3	16,5	15,7	18,8	21	19,9	18,8	15,4	17,9	18,8
Revenu non pétrolier	10,7	10,1	12,3	13	13,2	13,6	14,3	11,9	11,3	12,4	12,1
Dépenses totales	23	16,9	17,9	18,9	17,4	18,6	18,1	15,3	16	14,4	15,3
Dépenses courante	18	15,1	14,9	15,2	14,5	15,1	0	12,4	13,1	12,4	13,1
Dépenses en capital	7,4	1,7	2,9	3,6	2,7	3,3	2,9	1,9	1,9	2,3	2,8
Solde budgétaire (dons exclus)	-6	-3,8	-1,7	-3,4	1,4	2	0	0,7	-0,8	3	3,4
Solde budgétaire (dons inclus)	-6,5	-3,6	-1,4	-3,2	1,4	2,4	1,9	1,4	-0,5	3,5	30,5
Solde primaire	-0,8	4	5,9	4,6	7,2	7,5	5,5	3,4	1,9	4,9	4,7
Secteur extérieur											
Compte courant (dons inclus)	-3,7	-3	-2,5	-4,1	-1,7	-4,1	-6,4	-2	-3,8	-3,6	-0,5
	(En pourcentage des exports de biens et services sauf indications contraires)										
Dette publique extérieure (million dollar)	5311,4	8117,6	7639,9	7683,9	7035	6568,6	5282,7	6025,8	6200	6200 (1)	2241 (2)
Réserves brutes (mois d'importation)	4,5	6,2	3,5	3,3	1,1	0,4	1,5	1,5	-	2,2	2,7

Sources: Doc. Travail Autorités camerounaises et FMI, octobre 2006 (2003-2006). IMF country report N 05/189 (1986-2002), juin 2005

(1) 5671 en valeur actualisée nette

(2) Après allègement PPTE.1154 après tous les allègements PPTE, MDRI et bilatéraux.

Cameroun. Indicateurs budgétaires choisis 1997-2006

(en % PIB, sauf indication contraire)

	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2003	2004	2005 (est)	2006 (proj)
Recettes et dons	16.5	15.7	18.8	21	19.9	16.7	15.4	17.7	18.2
Recettes totales	16.2	15.5	18.8	20.6	19.6	16	15.2	17.2	17.6
Recettes du secteur pétrolier	3.9	2.5	5.6	6.9	5.2	4.1	3.9	4.9	5.4
Recettes du secteur non pétrolier	12.3	13	13.2	13.6	14.3	11.9	11.3	12.3	12.2
Total dons	0.3	2	00	0.4	0.4	0.7	0.2	0.5	0.6
Total dépenses	17.9	18.9	17.4	18.6	18.1	15.3	16	14.3	16.9
Dépenses totales PPTE	-	-	-	-	-	0.1	0.4	0.3	0.1
Dépenses courantes	14.9	15.2	14.5	15.1	14.8	13.2	14	11.8	12.2
Salaires	4.9	5.1	5	5.3	5.6	5.3	5.4	4.6	4.7
Autres bien et services	2.6	3.1	3.3	3.7	4.2	4	5	3.8	4.7
Dont PPTE	-	-	-	-	-	0.1	0.4	0.3	0.1
Transfert et subvention	1.6	1.9	1.9	2.1	1.9	1.6	1.7	2	1.9
Intérêts dûs	5.7	5.2	4.4	3.9	2.9	2.3	2	1.4	1.4
Dépenses de capital	2.9	3.6	2.7	3.3	2.9	2.1	2	2.3	4.7
Dont PPTE	-	-	-	-	-	0.1	0.1	0.6	0.9
Restructuration	0.2	0.5	0.5	0.5	0.3	0.2	0.1	0	0.9
Dépenses non classées	0.1	0.1	0.2	0.2	0.4	0.1	-0.1	0.2	0
Solde global									
Dons exclus	-1.7	-3.4	1.4	2	1.5	07	-0.8	3	0.8
Dons inclus	-1.4	-3.2	1.4	2.4	1.9	1.4	-0.5	3.5	1.4
Variation nette arriérés	-9.8	-0.9	-1.7	-2.9	-5.9	-0.3	0.4	-0.8	-1.3
Extérieur	-6.2	0.7	0	-0.1	-5.4	0.1	0.4	-0.1	0
Intérieur	-3.6	-1.6	-1.7	-2.8	-0.6	-0.2	0	-0.7	-1.3
Balance globale base caisse									
Dons exclus	-11.5	-4.3	-0.3	-0.9	-4.4	0.4	-0.4	2.1	-0.5
Dons inclus	-11.2	-4.1	-0.3	-0.5	-4.1	1.1	-0.2	2.7	0.1
Financement	11.2	4.1	0.3	0.5	4.1	-1.1	0.2	-2.7	-0.2
Extérieur net	9	3.3	1.3	1.9	6.2	0	0.6	-0.4	0.9
Intérieur net	2.3	0.7	-1	-1.3	-2.1	-1	-0.4	-2.3	-1.1
Besoins de financement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire									
Recettes non pétrolières (en % du PIB non pétrolier)	13,2	14	16,3	15,9	16,1	12,2	12,1	13,4	13,3

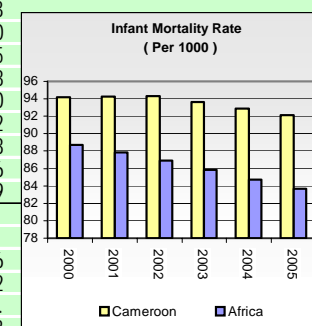
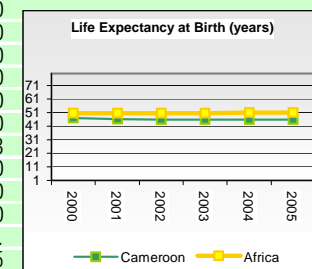
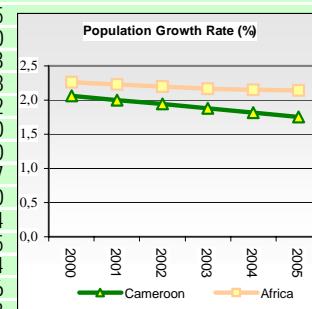
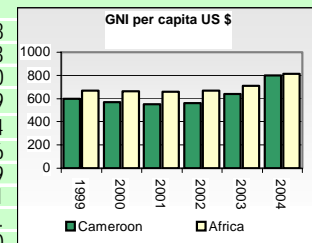
Sources: IMF country report N°06/231, juin 2006 (2003-2006)

IMF country report N°05/189, juin 2005 (1997-2002)

Cameroon

COMPARATIVE SOCIO-ECONOMIC INDICATORS

	Year	Cameroon	Africa	Developing Countries	Developed Countries
Basic Indicators					
Area ('000 Km ²)		475	30 307	80 976	54 658
Total Population (millions)	2005	16,3	904,8	5 253,5	1 211,3
Urban Population (% of Total)	2005	53,7	38,9	43,1	78,0
Population Density (per Km ²)	2005	34,3	29,9	60,6	22,9
GNI per Capita (US \$)	2004	800	811	1 154	26 214
Labor Force Participation - Total (%)	2003	41,6	43,4	45,6	54,6
Labor Force Participation - Female (%)	2003	38,5	41,1	39,7	44,9
Gender -Related Development Index Value	2003	0,487	0,460	0,694	0,911
Human Develop. Index (Rank among 174 countries)	2003	148	n.a.	n.a.	n.a.
Popul. Living Below \$ 1 a Day (% of Population)	2001	40,2	45,0	32,0	20,0
Demographic Indicators					
Population Growth Rate - Total (%)	2005	1,8	2,1	1,4	0,3
Population Growth Rate - Urban (%)	2005	3,2	3,4	2,6	0,5
Population < 15 years (%)	2005	41,2	41,5	32,4	18,0
Population >= 65 years (%)	2005	3,7	3,4	5,5	15,3
Dependency Ratio (%)	2005	81,5	81,4	57,8	47,8
Sex Ratio (per 100 female)	2005	99,0	99,8	102,7	94,2
Female Population 15-49 years (% of total population)	2005	26,7	26,7	27,1	25,0
Life Expectancy at Birth - Total (years)	2005	46,1	51,2	64,1	76,0
Life Expectancy at Birth - Female (years)	2005	46,6	52,0	65,9	79,7
Crude Birth Rate (per 1,000)	2005	34,2	36,8	22,8	11,0
Crude Death Rate (per 1,000)	2005	17,0	15,0	8,7	10,4
Infant Mortality Rate (per 1,000)	2005	92,1	83,6	59,4	7,5
Child Mortality Rate (per 1,000)	2005	158,8	139,6	89,3	9,4
Total Fertility Rate (per woman)	2005	4,3	4,8	2,8	1,6
Maternal Mortality Rate (per 100,000)	2004	669,0	622,9	440	13
Women Using Contraception (%)	2004	26,1	26,6	59,0	74,0
Health & Nutrition Indicators					
Physicians (per 100,000 people)*	2000	6,5	38,2	78,0	287,0
Nurses (per 100,000 people)	2001	42,4	110,7	98,0	782,0
Births attended by Trained Health Personnel (%)	2004	61,8	43,7	56,0	99,0
Access to Safe Water (% of Population)	2002	63,0	64,5	78,0	100,0
Access to Health Services (% of Population)*	2000	15,0	61,7	80,0	100,0
Access to Sanitation (% of Population)	2002	48,0	42,4	52,0	100,0
Percent. of Adults (aged 15-49) Living with HIV/AIDS	2003	7,4	6,4	1,3	0,3
Incidence of Tuberculosis (per 100,000)	2003	221,0	406,4	144,0	11,0
Child Immunization Against Tuberculosis (%)	2004	83,0	78,2	82,0	93,0
Child Immunization Against Measles (%)	2004	64,0	68,8	73,0	90,0
Underweight Children (% of children under 5 years)	2003	25,0	39,0	31,0	...
Daily Calorie Supply per Capita	2003	2 286	2 439	2 675	3 285
Public Expenditure on Health (as % of GDP)	2002	1,2	2,7	1,8	6,3
Education Indicators					
Gross Enrolment Ratio (%)					
Primary School - Total	2002/03	108,0	96,7	91,0	102,3
Primary School - Female	2002/03	99,0	89,3	105,0	102,0
Secondary School - Total	2002/03	31,0	43,1	88,0	99,5
Secondary School - Female	2002/03	28,0	34,6	45,8	100,8
Primary School Female Teaching Staff (% of Total)	2002/03	33,0	44,1	51,0	82,0
Adult Illiteracy Rate - Total (%)	2005	23,1	35,0	26,6	1,2
Adult Illiteracy Rate - Male (%)	2005	16,8	26,9	19,0	0,8
Adult Illiteracy Rate - Female (%)	2005	29,2	42,9	34,2	1,6
Percentage of GDP Spent on Education	2001	5,4	4,7	3,9	5,9
Environmental Indicators					
Land Use (Arable Land as % of Total Land Area)	2005	12,8	6,0	9,9	11,6
Annual Rate of Deforestation (%)	2000	0,9	0,7	0,4	-0,2
Annual Rate of Reforestation (%)	2000	14,0	10,9
Per Capita CO2 Emissions (metric tons)	2005	0,43	1,0	1,9	12,3



Source : ADB Statistics Division databases; UNAIDS; World Bank Live Database and United Nations Population Division; Country Reports

Notes: n.a. Not Applicable; ... Data Not Available; * : latest data available within 1995-2000

Matrice du cadre logique du PAS II du Cameroun

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes /risques importants
	A l'évaluation Juin 1997	A l'achèvement Aout 2000	A la post évaluation Août 2002		
1 – Objectif global 1.1- Retrouver une croissance durable et équitablement répartie	1.1.1 Taux de croissance du PIB d'au moins 5% par an de 1997 à 1999.	Le taux de croissance du PIB a été de 5,1% et 5% en 97 et 98 respectivement. Il est retombé à 4,4% en 1999	Le taux de croissance du PIB a été de 5,3% en 2001.	1.1.1 Statistiques nationales	
2 – Objectifs du programme 2.1- Rétablir les grands équilibres macroé-conomiques	2.1.1 Déficit du compte extérieur en dessous de 2,3% du PIB d'ici 1999/2000 Déficit budgétaire (base engagement) ramené à 1,8% du PIB 2.1.3 Inflation ramené de 4,2% à 2% en 1999/00	Le déficit du compte extérieur en 1999/ 00 a été de 1,7 du PIB Il y a eu un excédent de 1,4% du PIB en 1999/00 Le taux d'inflation est ramené de 2,9% en 1998/99 à 0,8% en 1999/00	Le déficit du compte extérieur s'est creusé pour atteindre 3,2% du PIB en 2001/02. L'excédent budgétaire a été consolidé à 2,1% du PIB en 2000/01 L'inflation a atteint 2% en 2001/02	2.1 Statistiques nationales; revues annuelles du programme; rapport de supervision à mi-parcours	2.1 Poursuite des réformes économiques ; pleine adhésion des acteurs économiques ; stabilité politique et soutien des bailleurs de fonds ; allègement de la dette.
3 – Résultats du programme 3.1 Amélioration de la mobilisation des recettes et maîtrise des dépenses	3.1 Niveau de recettes globales équivalent à 17,9% du PIB en 1999/2000 3.1.2 Dépenses globales limitées à 19,8% du PIB en 1999/2000	Les recettes globales hors privatisation représentent 21% du PIB en 99/00 En 1999/00 les dépenses globales du gouvernement ont été ramenées à 19,4% du PIB	Les recettes ont été de 19% du PIB en 2001/02 Les dépenses publiques sont ramenées à 18% du PIB en 2001/02.	3.1.1 Statistiques des comptes nationaux : TOFE	3.1.1 Amélioration de l'administration fiscale ; allègement de la dette.
3.2 Consolidation	3.2.1 Exportation s'élevant	La valeur des exportations s'est	La valeur des	3.2.1 Balance des	3.2.1 Récession

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes /risques importants
	A l'évaluation Juin 1997	A l'achèvement Aout 2000	A la post évaluation Août 2002		
de la compétitivité extérieure	à plus de 20,3% du PIB en 1999/2000 3.2.2 Exportations de produits non pétroliers au dessus de 77% des exportations en 1999/2000	élevée à 24% du PIB de 1999/00 La valeur des exportations non pétrolières ne constitue que 55% de la valeur des exportations totales	exportations s'est élevée à 20,3% du PIB 2001/02 Les exportations non pétrolières ont représenté 55% des exportations totales.	paiements ; statistiques douanières 3.2.2 Balance des paiements ; statistiques douanières	économique internationale ; baisse des cours pétroliers et des produits primaires.
3.3 Développement du secteur privé 3.4 Valorisation des ressources humaines et réduction de la pauvreté	3.3.1 Investissements privés s'élevant à 16,5% du PIB en 1999/2000 3.3.2 Au moins 55% du crédit intérieur alloués au secteur privé 3.4.1 Taux de scolarisa- tion supérieur à 62% 3.4.2 Taux d'accès aux services de santé supérieur à 41% 3.4.3 PIB par habitant supérieur à 680 \$EU en l'an 2000	- Le secteur privé n'a bénéficié en 1999 que de 47% du crédit intérieur. Le taux de scolarisation dans le primaires était de 97% en 1997 Le taux d'accès aux services de santé est estimé à 41% PIB par habitant est estimé à 650 \$ EU.	L'investissement privé a atteint 16% du PIB en 2001/02 En 2001/02 le secteur privé a bénéficié de 57,6% du crédit domestique contre 54,6% en 2000/01	3.3.1 Statistiques nationales 3.3.2 Compte de la BEAC 3.4.1 Statistiques sociales nationales	3.3.1 Application des testes relatifs au droit des affaires et aux investissements, et incitations fiscales harmonisées dans le cadre de l'UDEAC 3.4.1 Application effective des politiques définies par le DCPE
4 – Activités 4.1 Améliorer l'administration fiscale et douanière et combattre l'évasion et la fraude fiscale	4.1.1 Accroissement des recettes globales budgétaires à 17,9% du PIB en 1999/2000	Les recettes globales hors privatisation ont atteint 19% du PIB en 1999/00	Les recettes ont reçutées à 19% du PIB en 2001/02 après avoir atteint 20,6% en 2000/01	4.1.1 TOFE	4.1.1 Elaboration et application de nouveaux textes sur la fiscalité
4.2 Réformer la fonction publique	4.2.1 Réduire les effectifs à 1% de la population active	Le recensement des effectifs n'est pas achevé	Le recensement est terminé, mais les effectifs n'ont pas été	4.2.1 Statistiques de la fonction publiques	4.2.1 Les compensations aux déflatés pour minimiser les

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes /risques importants
	A l'évaluation Juin 1997	A l'achèvement Aout 2000	A la post évaluation Août 2002		
4.3 Alléger le fardeau de la dette	4.2.2 Mise en place du SIGIPES dans tous les ministères en 1999/2000	En cours de réalisation	réduits En cours dans 4 ministères pilotes	4.2.2 Rapport sur le mode de fonctionnement des ministères ; revues à mi-parcours du programme 4.3.1 Statistiques nationales ; rapports du Club de Paris et du Club de Londres	protestations syndicales 4.2.2 Lenteur dans la mise en œuvre du SIGIPES
	4.3.1 Montant des reéclonnements (arriérés et échéances courantes) à environ 1086 milliards de FCFA.	Non réalisé	Le Cameroun a accédé au point de décision de l'initiative PPTE en octobre 2000		4.3.1 Soutien des bailleurs de fonds
4.4 Restructurer et/ou privatiser les entre-prises publiques	4.4.1 Privatisation de SODECOTON, SOCAPALM, CDC , CAMAIR	- SOCAPALM privatisation effectivement conclue le 29/06/00 - SODECOTON, CAMAIR dossiers très en retard - CDC en cours. Appel d'offres lancé le 31/12 /98.	- SODECOTON, CDC et CAMAIR non encore privatisés	4.4.1 Rapport de l'Etat du portefeuille de l'Etat 4.4.2 Cadre juridique et réglementaire autorisant le privé à intervenir ; adjudication de marchés aux entreprises privés	4.4.1 Résistance à la cession des actifs de l'Etat, absence de repreneurs.
	4.4.2 Participation du secteur privé à l'exploitation des services publics (SNEC, SONEL, INTELCAM)	- Participation du secteur privé à l'exploitation de SONEL, INTELCAM (lois n0 98/022 du 24/12/ 98 portant régime du secteur de l'électricité et n0 98/ 014 du 14/7/98 portant régime des télécommunications) - SNEC: en cours(adjudicataire provisoire est la lyonnaise des eaux	- La privatisation de la SNEC n'est pas encore clôturée - SONEL privatisée - CAMTEL (téléphone fixe non encore privatisée)		4.4.2 Idem
4.5 Assainir le secteur financier	4.5.1 Achèvement de la restructuration des banques et sociétés d'assurances (privatisation de la BICEC, de la SOCAR, et de la	- BICEC: privatisée en Mai 2000. Elle est reprise par le groupe de banques populaires. - CNR: liquidée (décret de liquidation publié en 06/00	- La privatisation de la SOCAR est clôturée	4.5.1 Rapports économiques de Gouvernement ; revues à mi-parcours du programme	4.5.1 Engagement du gouvernement et repreneurs intéressés par les conditions de reprise. 4.5.2 Poursuite de la

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes /risques importants
	A l'évaluation Juin 1997	A l'achèvement Aout 2000	A la post évaluation Août 2002		
<p>4.6 Réduire les taxes à l'exportation</p> <p>4.7 Rationaliser les dépenses publiques avec priorité à la lutte contre la pauvreté et à la valorisation des ressources humaines</p>	<p>CNR) 4.5.2 Limitation de la participation de l'Etat dans le capital des banques à 20% maximum 4.5.3 Plans d'action pour les réformes de la SRC et de la sécurité sociale</p> <p>4.6.1 Réduction de 13,5% à 10%, sauf pour les grumes puis suppression progressive</p> <p>4.7.1 Au moins 14% du budget alloués à la santé et à l'éducation dès l'exercice 1997/98. Pour les exercices subséquentes plus de 14% seront alloués à ces secteurs</p>	<p>- SOCAR: en cours de privat. -Effectif (Loi des finance n0 97/014 du 18 juillet 1997 - Réforme de la SRC réalisée - Réforme de la sécurité sociale au stade d'élaboration Les taxes à l'exportations sont supprimées par la loi des finances 1999/2000</p> <p>Des efforts sont réalisés dans le domaine de la santé (doublement du budget de la santé en 99/00).</p> <p>Dans le domaine de l'éducation, l'objectif est atteint. En 1997/98 16% du budget est consacré à ce secteur</p>	<p>La réforme de la sécurité sociale est au stade des études</p> <p>Les dotations budgétaires de l'éducation ont progressé de 67,5% de puis 1999/00 et celles de la santé de 34%</p>	<p>4.5.2 Décret d'application</p> <p>4.5.3 Plans d'action</p> <p>4.6.1 Lois des finances des exercices 1997/98 à 1999/2000</p> <p>4.7.1 Rapport d'exécution du budget, et revues annuelles du BIP et du PIP</p>	<p>restructuration du secteur financier et implication de la COBAC</p> <p>4.5.3 Poursuite de la restructuration du secteur financier.</p> <p>4.6.1 Bouclage du financement du programme, et stabilisation du budget</p> <p>4.7.1 Respect de l'objectif de rationalisation des dépenses.</p>

Matrice du cadre logique du PAS III du Cameroun (REPP)

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes/risques importants
	A l'évaluation Novembre 2000	A l'achèvement Mars 2005	A la post-évaluation Novembre 2006		
1 – Objectif global Promouvoir le développement humain durable (DHD) et faire reculer la pauvreté	L'indicateur du développement humain (IDH) s'est amélioré et l'incidence actuelle de la pauvreté est réduite à un rythme compatible avec l'objectif de ramener le taux de pauvreté à 42% en 2003/04	L'IDH est passé de 0,506 en 2001 (125 ^{ème} sur 162 pays) à 0,501 (140 ^{ème} sur 177 pays) en 2004, tandis que l'indice de la pauvreté est estimé à 40,2% en 2001.	L'IDH est passé de 0,502 en 2000 à 0,506 (144 ^{ème} sur 177 pays) en 2004, tandis que l'indice de la pauvreté est estimé à 40,2% en 2001 et 38,8% en 2006 (selon une estimation provisoire des autorités).	Rapport de l'INS Rapport national sur le développement humain du PNUD au Cameroun. Rapport mondial sur le développement humain du PNUD	Engagement du Gouvernement Stabilité sociopolitique Adhésion de la population
2 – Objectifs du programme Promouvoir une croissance forte et durable en diversifiant l'économie	Le taux de croissance annuel du PIB par habitant est porté à 2 - 3% avant 2002/03	Le taux de croissance du PIB réel a été de 4,2% en 2002 et 2003, alors que la population s'accroît au rythme annuel de 2,7%	Les taux de croissance réelle par habitant ont été de 1,2%, 1,2%, 0,9%, -0,8% et 0,7%, en 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006, donc inférieurs aux prévisions en raison des taux de croiss.insuffisants du PIB.	Comptes nationaux ; rapports CTS	Stabilité sociopolitique et bonne tenue des cours du pétrole et des autres principaux produits d'exportation
Réduire la pauvreté	L'incidence, l'étendue et la sévérité de la pauvreté baissent à un rythme compatible avec l'objectif des Nations unies de réduire de 50% le taux de pauvreté à l'horizon 2015	L'incidence de la pauvreté est passée de 53,3% en 1996 à 40,2% en 2001, soit une baisse de 13,1%.	Selon les estimations officielles, l'incidence de la pauvreté est passée de 53,3% en 1996 à 40,2% en 2001 et 38,8% en 2006. Une enquête ECAM de l'INS à mener en 2007 permettra de mettre à jour et préciser ces données.	Rapports de l'INS. Rapports des ministères MINEFI, de la santé, de l'éducation nationale, de l'agriculture et des travaux publics ; profil de pauvreté	Adhésion de tous les acteurs nationaux aux objectifs du DSRP
Promouvoir la bonne gouvernance	Le Programme national de gouvernance (PNG) est élaboré, adopté et mis en œuvre	Le Programme national de gouvernance PNG a été adopté en juin 2000 et est mis en œuvre depuis 2001, notamment avec le soutien de la Banque dans le cadre d'un projet d'appui institutionnel.	Le Programme national de gouvernance (PNG I) a été adopté en juin 2000 et est mis en œuvre depuis 2001, notamment avec le soutien de la Banque dans le cadre d'un projet d'appui institutionnel. Un PNG II a été adopté en	Rapport de l'INS Rapport national sur le développement humain du PNUD au Cameroun. Rapport mondial sur le développement humain du PNUD	Engagement du Gouvernement et adhésion des populations

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes/risques importants
	A l'évaluation Novembre 2000	A l'achèvement Mars 2005	A la post-évaluation Novembre 2006		
			novembre 2005. La mise en œuvre de ces programmes est en train de se développer après des débuts difficiles.		
3 – Résultats du programme La stabilité macro économique est consolidée	<p>Le taux d'inflation est maîtrisé en deçà de 2% par an</p> <p>Le déficit du compte courant (hors dons) est maintenu à 3 -3,5% du PIB au cours de la période du programme</p> <p>Les recettes budgétaires représentent 20,4% du PIB</p> <p>Les dépenses budgétaires sont stabilisées à 19% du PIB</p>	<p>Le taux d'inflation a été de 2,8% en 2002, mais a été ramené à 1,4% en 2003</p> <p>Le déficit du compte courant s'est creusé de 4,1% du PIB en 2000/01 à 7% du PIB en 2002, avant de se résorber à 1,7% en 2004</p> <p>Les recettes budgétaires totales (dons exclus) étaient de 19,2% du PIB en déc. 2002</p> <p>Les dépenses budgétaires se sont élevées à 17,8% en 2002 (14,2% si on ne tient pas compte du paiement des intérêts de la dette)</p>	<p>Les taux d'inflation ont été relativement maîtrisés : 1,6% en moyenne sur la période 2001-2004.</p> <p>Le déficit du compte courant qui s'était creusé à 4,1% et 7% du PIB en 2001 et 2002, a été ensuite difficilement maîtrisé : 2,6%, 3,8%, 3,6% et 0,5% en 2003, 2004, 2005 et 2006.</p> <p>Les recettes budgétaires totales (dons exclus) étaient en % du PIB de 15,2%, 17,3% et 18,7% en 2004, 2005 et 2006.</p> <p>Les dépenses budgétaires se sont stabilisées à 16,0%, 14,4% et 15,3% en 2004, 2005 et 2006.</p>	<p>Statistiques des prix à la consommation des ménages ; comptes nationaux ; rapports du CTS ; et balance des paiements. Budget de l'Etat ;</p> <p>Comptes nationaux Rapports du CTS</p>	<p>Engagement du Gouvernement Soutien des bailleurs de fonds Conjoncture économique favorable Engagement du Gouvernement Soutien des bailleurs de fonds Conjoncture économique favorable</p> <p>Engagement du Gouvernement Soutien des bailleurs de fonds Conjoncture économique favorable</p>
La croissance économique forte est rétablie	Le taux de croissance du PIB a atteint 5,7% en 2001/02 et au moins 6% à partir de 2002/03	Le taux de croissance du PIB a été de 4,2% entre 2002 et 2004	Les taux de croissance du PIB réel sont estimés à 4,1% entre 2001 et 2004, soit des niveaux inférieurs aux prévisions ambitieuses faites.		Engagement du Gouvernement envers le programme.
La stratégie nationale	Le document final de	Le DSRP complet a été	Le DSRP complet a été	DSRP final	

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes/risques importants
	A l'évaluation Novembre 2000	A l'achèvement Mars 2005	A la post-évaluation Novembre 2006		
de lutte contre la pauvreté est mise en place	<p>stratégie de réduction de la pauvreté adopté est mis en œuvre</p> <p>L'incidence de la pauvreté est ramenée de 50% en 1999/00 à 42% en 2003/2004 Les travaux HIMO sont lancés</p> <p>Les revenus des populations pauvres se sont améliorés</p> <p>L'accès des pauvres et des groupes vulnérables aux infrastructures socio-économiques est amélioré</p> <p>Le taux de scolarisation dans le primaire est amélioré et l'écart entre les filles et les garçons est réduit</p>	<p>publié en avril 2003 et approuvé par le FMI et la Banque mondiale en juillet 2003</p> <p>L'incidence de la pauvreté est de 40,2% en 2001</p> <p>-</p> <p>Le seuil de pauvreté est passé de 146.000FCFA par an en 1996 à 232.457 en 2001</p> <p>50% des ménages ont accès à l'eau potable ; 46% au courant électrique environ 47% ont accès au téléphone fixe en 2001</p> <p>Le taux net de scolarisation est de 78,8% en 2001 contre 76,3% en 1996. En 2001, l'indice de parité filles/ garçons était de 85 au niveau primaire, 87,5 au niveau de l'enseignement secondaire général et de 61,7 au niveau de l'enseignement</p>	<p>publié en avril 2003 et approuvé par le FMI et la Banque mondiale en juillet 2003. Des rapports d'exécution sont publiés annuellement.</p> <p>L'incidence de la pauvreté a été ramenée à 40,2% en 2001 et 38,8% en 2006, ce d'après les estimations officielles.</p> <p>Le seuil de pauvreté est passé de 146.000FCFA par an en 1996 à 232.457 en 2001.</p> <p>En 2005, 56,5% des ménages ont accès à l'eau potable (44,2% en 1996, 50,5% en 2001) ; 54,4% au courant électrique (46,1% en 2001) . 33,6% (dont 32,1% pour le mobile) aux téléphones fixes et mobiles (9,3% en 2001)</p> <p>Dans le primaire, les effectifs sont de 3 millions en 2004, (2 millions en 1995). Le taux brut de scolarisation dans le primaire est passé de 81% en 1995-96 à environ 100% en 2003-2004. L'indice de parité est de 0,85 en 2004 au niveau national. Le taux net de scolarisation est de 78,8%</p>	<p>Profil de pauvreté Rapports du CTS Statistiques scolaires Statistiques de la santé Budget de l'Etat Rapports INS (ECAM) Rapports OMS Rapports UNESCO</p>	<p>Soutien des bailleurs de fonds Implication active de la société civile</p> <p>Capacité institutionnelle du dispositif de suivi – évaluation retenu dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté (Direction statistique, observatoire, ..)</p>

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes/risques importants
	A l'évaluation Novembre 2000	A l'achèvement Mars 2005	A la post-évaluation Novembre 2006		
	<p>Le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité maternelle sont réduits ; le taux de prévalence du VIH/SIDA est en dessous de 10%</p> <p>Les allocations budgétaires en faveur des secteurs de la santé et de l'éducation représentent 3,5% du PIB en 2000/01 et 4% du PIB en 2001/02</p>	<p>secondaire technique.</p> <p>En 2001, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1.000 naissances vivantes était de 150,7. Le taux de prévalence du VIH/SIDA parmi la population sexuellement active était de 11,8% en 2002</p> <p>Dans le secteur de l'éducation, les dépenses ont progressé de 2,7% du PIB en 2000 à 3,2% en 2001 et 3,6% en 2002. Les dépenses de la santé ont pour leur part progressé de 0,8% du PIB en 2000 à 0,9% en 2001 et 1,1% en 2002.</p>	<p>en 2001 contre 76,3% en 1996.</p> <p>La plupart des indicateurs relatifs à la santé des enfants sont restés stables ou se sont dégradés. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1.000 naissances vivantes était 144 en 1999-2004. Le taux de mortalité maternelle est de 669 décès pour 100000 naissances en 1998-2004 contre 454 en 1991-1997. Le taux de prévalence du VIH/SIDA était de 5,5 % en 2004 parmi la population sexuellement active, l'estimation de 2002 étant revue.</p> <p>Dans le secteur de l'éducation, les dépenses publiques ont progressé de 2,7% du PIB en 2000 à 3,2% en 2001 et 3,8% en 2004. Elles représentent 17,2% du budget de l'Etat en 2004. Les dépenses publiques de santé ont peu augmenté et restent faibles ; elles représentent 8% du budget de l'Etat en 2003 (7,2% en 1999), 1,2% du PIB en 2003 (1,4% en 1999).</p>		

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes/risques importants
	A l'évaluation Novembre 2000	A l'achèvement Mars 2005	A la post-évaluation Novembre 2006		
Des progrès sont réalisés en matière de bonne gouvernance	Le Programme de gouvernance (PNG) est mis en œuvre Le plan d'actions prioritaires du PNG est exécuté	Le PNG est effectivement mis en œuvre et appuyé par un projet d'appui institutionnel de la Banque Le plan d'actions prioritaires pour l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption est effectivement mis en œuvre avec l'appui des partenaires au développement (Banque, Banque mondiale, Union Européenne et PNUD). Les principales actions réalisées portent sur la réforme des marchés publics, l'audit du système judiciaire et l'élaboration d'un plan de lutte contre la corruption	Le PNG est effectivement mis en œuvre et appuyé par un projet d'appui institutionnel de la Banque Le plan d'actions prioritaires pour l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption est effectivement mis en œuvre avec l'appui des partenaires au développement (Banque, Banque mondiale, Union Européenne et PNUD). Les principales actions réalisées portent sur la réforme des marchés publics, l'audit du système judiciaire et l'élaboration d'un plan de lutte contre la corruption.	Rapports du Coordinateur national du Programme national de gouvernance	Engagement du Gvt. Adhésion de la société civile et du secteur privé
4 – Activités-clés Finaliser le DSRP, adopter ses conclusions, et les mettre en œuvre Assainir la gestion des finances publiques	<u>Financement</u> FAD : 20,5 millions UC FAT : 0,3 millions UC FMI : 56,03 millions UC BM : 61,40millions UC	FAD : 20,5 millions UC FAT : 0,0 FMI : 51,46 millions UC BM : 61,40millions UC Le DSRP complet a été finalisé et approuvé en avril 2003 ; le suivi de sa mise en œuvre est assuré par un Comité Technique de Suivi et d'Evaluation qui a été créé en octobre 2003	FAD : 20,5 millions UC FAT : 0,0 FMI : 56,03 millions UC BM : 61,40 millions UC Le DSRP complet a été finalisé et approuvé en avril 2003 ; le suivi de sa mise en œuvre est assuré par un Comité Technique de Suivi et d'Evaluation qui a été créé en octobre 2003.	Rapports du CTS ; Rapport sur la mise en œuvre de la bonne gouvernance ; Comptes nationaux ; Rapport d'activités et de supervision du projet Rapport d'achèvement du projet	Engagement du Gvt. Envers le programme Financement des bailleurs de fonds

Hiérarchie des objectifs (HO)	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)			Moyens de vérification (MDV)	Hypothèses importantes/risques importants
	A l'évaluation Novembre 2000	A l'achèvement Mars 2005	A la post-évaluation Novembre 2006		
<p>Diversifier la base économique et mieux mobiliser les recettes non pétrolières</p> <p>Lutter contre la corruption et traiter avec rigueur les problèmes de gouvernance</p>		<p>La gestion des finances publiques n'a pas été suffisamment assainie, ce qui a entraîné la suspension du programme</p> <p>Depuis 2000, la progression du PIB non pétrolier a été plus forte que celle du PIB</p> <p>La lutte contre la corruption a été engagée et se poursuit</p>	<p>La gestion des finances publiques a été redressée en 2005 et 2006 après le dérapage de 2004, ce qui a entraîné la mise en œuvre d'un nouveau programme soutenu par FRPC 2006-2008</p> <p>Depuis 2000, la progression du PIB non pétrolier a été plus forte que celle du PIB mais n'est pas suffisante</p> <p>La lutte contre la corruption est renforcée et se poursuit. Vu les importantes lacunes de la gouvernance, elle reste une préoccupation centrale.</p>		

Stratégie et politiques des DSP 1996-98, 1999-2001 et 2002-2004

1. **Le DSP 1996-1998** intervenait après les échecs des politiques et stratégies de redressement de la période 1985-95 qui avaient tenté une sortie de la crise ayant éclaté en 1985 et avaient échoué. Le PAS I, couvrant la période 1989-1991 et pourtant soutenu par un prêt BAD important de 100 millions d'UC, n'avait pas atteint les résultats escomptés. Le DSP 1996-1998, axait la stratégie du Groupe de la Banque sur la réduction de la pauvreté. Cette stratégie devait s'appuyer sur l'agriculture et le secteur social (conformément aux orientations du FAD VII), et visait le rétablissement des équilibres macro-économiques, l'augmentation de la production agricole et la valorisation des ressources humaines.
2. Conformément aux orientations de FAD VII, l'envergure du programme du Groupe de la Banque devait être essentiellement déterminée par les performances du Cameroun et pouvait être selon les cas minimum, réduit, normal, ou élargi. C'est en définitive un programme élargi de prêts projets qui avait été octroyé au pays pour un montant de 42,84 millions d'UC. Ces crédits ont été consommés conformément aux prévisions : 40,2% pour le secteur agricole et 59,8% pour le social. Le prêt d'ajustement structurel PAS II et deux opérations du mécanisme de financement supplémentaire ont été octroyés, pour un montant total de 32,5 millions d'UC. Le taux élevé de réalisation du programme de prêts et le respect de la répartition sectorielle de l'allocation donnaient en 2000 une image satisfaisante de la mise en œuvre du DSP 1996-98. Cette vision optimiste était confortée par la mise en œuvre de réformes et les résultats macroéconomiques enregistrés. Les grands équilibres macroéconomiques avaient été rétablis et le PIB avait enregistré un taux de croissance réelle moyen de plus de 4% par an.
3. **Le DSP 1999-2001**, se proposait d'axer davantage les interventions de la Banque sur la réduction de la pauvreté, en conformité avec la Vision de la Banque et son plan stratégique, en conformité avec la déclaration de stratégie de la pauvreté du Gouvernement, adoptée en décembre 1998. Sa stratégie s'articulait autour de deux principes de base: (a) agir sur les conditions générales nécessaires à la réduction de la pauvreté, basée sur la promotion de la croissance économique pour accroître les opportunités d'emplois et de revenus; et (b) mener des actions spécifiques visant à améliorer les conditions de vie des populations pauvres. Trois domaines ont été retenus pour la mise en œuvre de cette stratégie, ceux des secteurs social, transports et multisectoriel. En 1999-2001, la stratégie de la Banque a visé i) la poursuite de l'assainissement du cadre macroéconomique et la mise en œuvre des réformes appropriées pour assurer la compétitivité de l'économie ; ii) la promotion de la bonne gouvernance ; iii) l'amélioration des conditions de vie des populations; et iv) la mise en place des infrastructures de base.
4. L'enveloppe financière initiale allouée au Cameroun, dans le cadre du FAD VIII (1999-2001), est d'environ 44,40 millions d'UC ainsi répartis : social 62,4 % transport 28,3% multisecteur 9,3% (projet de renforcement du programme national de bonne gouvernance, 3,18 millions d'UC). De plus, un prêt d'appui aux réformes pourrait être accordé dans la mesure où le Gouvernement mettait en œuvre de manière satisfaisante un programme soutenu par la Communauté internationale. L'allocation des ressources au Cameroun devait être accordée selon les trois scénarios : de base ; élevé et bas. Dans le cadre du FAD VIII, le Cameroun a bénéficié finalement, en raison de sa performance pour PAS II, du scénario élevé et d'une enveloppe pour les projets de 63,72 millions d'UC. Dans le domaine de l'appui aux réformes, un prêt d'ajustement structurel PAS III 2000-2004 a été octroyé (20,5 millions

Tableau synoptique des Documents de stratégie pays (DSP) de 1996 à 2005

Objectifs et secteurs /DSP	DSP 1996-98	DSP 1999-2001	DSP 2002-2004	DSP 2005-2009
Objectif Global	Réduction de la pauvreté	Axer davantage les interventions de la Banque sur la réduction de la pauvreté, en conformité avec la Vision de la Banque	Continuer à axer la stratégie sur la réduction de la pauvreté, en conformité au DSRP adopté en 2003.	Réduction de la pauvreté à travers une croissance qui sera soutenue et renforcée par la bonne gouvernance et l'amélioration des infrastructures.
Objectifs spécifiques	Rétablissement des équilibres macro-économiques ; augmentation de la production agricole ; et valorisation des ressources humaines.	Poursuite de l'assainissement du cadre macroéconomique et mise en œuvre des réformes appropriées; Promotion de la bonne gouvernance ; Amélioration des conditions de vie des populations; et mise en place des infrastructures de base pour désenclaver les zones de production agricole.	Soutenir les réformes, améliorer le cadre macroéconomique et renforcer la croissance économique, accroître les opportunités d'affaires, d'emplois et de revenus, soutenir des actions spécifiques au profit des populations pauvres en vue d'améliorer leurs conditions de vie.	Pilier 1 : Promouvoir la bonne gouvernance pour assurer une gestion transparente des ressources publiques et améliorer la responsabilisation administrative dans les services de l'Etat; (ii) Pilier 2 : Contribuer à l'amélioration des infrastructures en vue de lutter contre la pauvreté.
Priorités sectorielles dans les nouvelles allocations de crédits	Les secteurs prioritaires sont l'agriculture et le secteur social.	Trois secteurs principaux: multisecteur; social; et transports.	Choix des secteurs principaux suivants : social, transports, agriculture et multisectoriel.	Choix des secteurs : gouvernance, transport et équipements collectifs.
Portefeuille au début DSP (source : chaque DSP)	Répartition sectorielle: transports 44,47%, agriculture 16,96%, multisecteur 22,47%, équipements collectifs 10,37 %, social 4,01% et industrie 1,72 %.	Répartition sectorielle : transports (40,2%), appuis aux réformes macro-économiques (27,4%) ; agriculture (17,3%) ; équipements collectifs (2,9%) ; social (11,3%); banques et industrie (0,9%).	Répartition sectorielle : transports 35,59%, multisecteur 23,83%, agriculture 17,52%, social 9,20%, équipements collectifs 7,69% , et industrie 6,17% .	La répartition du portefeuille est la suivante (en %) : Agriculture 21,94 Eau energie 5,42 Social 9,61 Transports 37,04 Multisectoriel 20 ou 24.
Portefeuille actif en fin de DSP (ou ensemble du portefeuille)	Ensemble du portefeuille : transports 40,2% ; multisectoriel 27,4% ; agriculture 17,3% ; équipements collectifs 2,9% ; social 11,3% ; banques et industrie 0,9%. Le portefeuille actif comprend 13 projets pour 178,88 millions d'UC.	Mai 2003 Le portefeuille actif comprend dix-huit (18) opérations pour 191,65 millions d'UC. Répartition sectorielle de ce portefeuille : 32,54% pour l'agriculture, 30,86% pour les transports, 23,66 pour le social, 12,36% pour le multisectoriel et 0,58% pour les équipements collectifs.	Oct 2005 Le portefeuille actif comprend 16 opérations pour 177,74 millions d'UC. Sa répartition sectorielle : agriculture 34,88% , transports 30,77% ; social 32,34% , multisectoriel 1,79% , et Eau et Assainissement 0,22% .	

cadre du FAD VIII, le Cameroun a bénéficié finalement, en raison de sa performance pour PAS II, du scénario élevé et d'une enveloppe pour les projets de 63,72 millions d'UC. Dans le domaine de l'appui aux réformes, un prêt d'ajustement structurel PAS III 2000-2004 a été octroyé (20,5 millions UC). 6 opérations suivantes ont ainsi été approuvées par la Banque¹⁴. La mise en place de ces opérations a contribué à lutter contre la pauvreté, à promouvoir une croissance économique soutenable et un environnement économique viable pour l'investissement ainsi qu'à renforcer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. La performance économique du Cameroun s'est améliorée en août 2000 et ont mis en place des actions d'urgence de lutte contre la pauvreté. Les autorités ont également élaboré un plan d'action de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et ont entamé sa mise en place.

5. **Le DSP 2002-2004** a continué à axer la stratégie sur la réduction de la pauvreté et était conforme au DSRP adopté en 2003. Elle continuait à soutenir les réformes en vue d'améliorer davantage le cadre macro-économique pour renforcer la croissance économique et accroître les opportunités d'affaires, d'emplois et de revenus. Elle soutenait aussi des actions spécifiques au profit des populations pauvres en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Ces orientations stratégiques s'appuyaient comme le DSP précédent sur le secteur social, le secteur des transports, le secteur agricole et le multisectoriel, ce qui est le signe d'un focus insuffisant des actions. Elle mettait un accent nouveau sur la bonne gouvernance. La Banque devait accorder une attention particulière à la progression vers la réalisation des objectifs du millénaire des Nations Unies, la situation sociale du Cameroun étant difficile et s'étant insuffisamment améliorée après les fortes dégradations des années 1980 et du début des années 1990.
6. Au départ, il était prévu que l'allocation des ressources du FAD IX (2002-2004) au Cameroun serait accordée selon les trois scénarios de base, élevé si le pays poursuit ses efforts de réformes, de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, ainsi que l'amélioration de la performance du portefeuille, et bas. L'allocation définitive a été proche du scénario de base, avec 58,82 millions d'UC. Le prêt prévu d'appui aux réformes n'a pu être accordé. La mise en œuvre du DSP 2002-2004, s'est traduite par 4 opérations¹⁵. Par ailleurs, le troisième programme d'ajustement structurel a permis au pays de mettre en place des réformes indispensables, qui ont contribué à consolider la croissance, réduire la pauvreté et promouvoir la bonne gouvernance. La mise en œuvre des DSP 1999-2001 et DSP 2002-2004 a été plus complexe et plus difficile que celle du DSP 1996-98. Cette difficulté est illustrée par la prolongation de la mise en œuvre de PAS III pendant le DSP 2002-2004, comme a été parallèlement prolongée la FRPC 2000-2003 jusqu'à 2004. Elle est aussi illustrée par l'interruption de cette même FRPC fin 2004 et la non mise en place du Programme d'appui aux réformes qui devait être retenu. Pendant les périodes 1999-2001 et 2002-2004, la pauvreté a continué de reculer, mais moins que ce qui serait nécessaire pour atteindre les ODM, en raison principalement de taux de croissance réelle du PIB réel inférieurs à ceux qui étaient visés (6% par an). La stabilité macroéconomique a été dans l'ensemble maintenue depuis octobre 2000, mais a été sérieusement menacée par les dérapages budgétaires de 2004, année électorale, corrigés par la suite.

¹⁴ le projet Santé I; le projet d'aménagement de la route Ambam-Eking; le projet d'aménagement routier dans les provinces de l'Ouest, du Littoral et du Sud; le projet d'amélioration du revenu familial; le PAS III ; le projet de renforcement du programme national de bonne gouvernance ; le projet enclave de Construction des infrastructures de maintenance de Limbé.

¹⁵ A savoir : 2 projets de développement participatif; le projet d'appui à la réforme de la formation professionnelle et le projet d'appui à la santé de la reproduction de la mère

Le PAPNG

1. Le PAPNG est un projet multisectoriel FAT en cours, approuvé en octobre 2001 pour un coût total 3,35 millions d'UC et financé par un don FAD à hauteur de 3,18 millions d'UC. L'accord du prêt a été signé le 15/02/02 et sa mise en vigueur est intervenue le 28/10/02. Le PAPNG avait pour but d'apporter son appui à la mise en œuvre du PNG adopté par le gouvernement, ce à travers un renforcement des capacités. Il venait en appui à la mise en œuvre du volet gouvernance du PAS III adopté en avril 2001, en fournissait au pays des moyens financiers pour renforcer les capacités du système judiciaire et de la gestion des ressources publiques. Ce projet n'a eu aucun résultat et aucune réelle activité avant la fin 2004. La présente évaluation le prend donc en compte seulement en tant qu'instrument retenu pour appuyer PAS III, ce à travers les analyses de l'impact des programmes et de la performance des acteurs.
2. S'inscrivant aussi dans le cadre du DSP 1999-2001 et préparé à travers deux missions d'identification en septembre et novembre 2000, une mission de préparation en mars 2001 et une mission d'évaluation en juin 2001, il était pertinent. En effet, répondant à des besoins mis en lumière par le PNG et le DSP, ses objectifs spécifiques étaient : (i) la modernisation et l'accroissement de la productivité de la justice en vue d'améliorer l'environnement juridique des affaires et un meilleur accès aux services judiciaires; (ii) le renforcement des capacités de gestion et de contrôle efficace des programmes économiques, dans la perspective d'une meilleure exécution du budget d'investissements publics et d'une plus grande capacité d'absorption des financements extérieurs ; (iii) le renforcement du contrôle supérieur de l'Etat en vue de le rendre plus transparent et performant ; et (iv) la promotion d'une administration plus moderne et efficace, responsabilisée et orientée vers la satisfaction des clients. Les composantes du projet sont : (i) appui à la justice ; (ii) appui à l'amélioration de la gestion économique et financière ; et (iii) appui à la réforme administrative.
3. Malgré la pertinence du projet et sa préparation selon les étapes recommandées, sa mise en œuvre est très peu satisfaisante en raison des déficiences de l'emprunteur, ce malgré les efforts de la Banque. Il était prévu initialement que les activités du projet se déroulent sur 36 mois, jusqu'à fin 2004. Sa date de clôture actuelle est décembre 2006, mais sa prolongation jusqu'à fin 2007 a été requise. L'organe d'exécution du projet est la Cellule d'exécution du projet (CEP) créée au sein de la Coordination Nationale du PNG. Ce projet a enregistré des retards importants aussi bien au démarrage que jusqu'en 2004, en raison de la faible performance de l'équipe de coordination du PNG et de celle d'exécution du projet.
4. Le démarrage ou la réalisation des principales activités du projet ne sont faits que depuis 2005. Le taux de décaissement n'était que de 1% au moment de la revue de portefeuille de mai 2004 et de 25% fin 2006. Il est à noter cependant que des engagements importants (76,6% du don à fin 2006) ont été pris par la coordination nationale du PNG et la CEP. Jusqu'à présent le projet n'a pas été audité. Un impact sur le développement institutionnel du projet pourrait cependant être enregistré fin 2007 si les activités prévues de renforcement des capacités, de formation et d'étude sont menées jusqu'à cette date avec plus d'efficacité.

Cameroun : Evaluation de la performance des derniers prêts à l'appui des réformes
CAMEROUN : REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

• **Gouvernement du Cameroun**

- *Lettre d'intention et mémorandum de politiques économiques et financières (FMI), Services du Premier Ministre, avril 2006.*
- *Programme National de Gouvernance 2006-2010, Services du Premier Ministre, novembre 2005.*
- *Rapport d'étape de la mise en oeuvre du DRSP au 31 décembre 2005, y compris la matrice de mise en oeuvre du DSRP CTSE/MPPDAT, février 2006.*
- *Cameroun : les chantiers de la gouvernance, Services du Premier Ministre, Programme National de gouvernance, juillet 2004.*
- *Rapport sur le fonctionnement des organes de lutte contre la corruption en République du Cameroun, Services du Premier Ministre, juin 2004.*
- *Lettre d'intention et mémorandum de politiques économiques et financières (FMI), Services du Premier Ministre, décembre 2003.*
- *Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP), avril 2003.*
- *Gouvernance : mise en oeuvre du PAP, Plan d'action à court terme, mis à jour le 15 février 2003.*
- *Lettre d'intention et mémorandum de politiques économiques et financières (FMI), Services du Premier Ministre, août 2002.*
- *Lettre d'intention et mémorandum de politiques économiques et financières (FMI), Services du Premier Ministre, décembre 2001.*
- *Lettre d'intention et mémorandum de politiques économiques et financières (FMI), Services du Premier Ministre, juin 2001.*
- *Lettre d'intention et mémorandum de politiques économiques et financières (FMI), Services du Premier Ministre, décembre 2000.*
- *Document stratégique de réduction de la Pauvreté (intérimaire), juillet 2000.*
- *Document de stratégie globale de mise en oeuvre du Programme National de Gouvernance et lutte contre la corruption, juin 2000.*
- *Code de procédure pénale, Ministère de la Justice, 2005.*
- *Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des Droits de l'Homme au Cameroun, octobre 2006*
- *Décret 2000/960/PM du 1/12/2000 portant création, organisation et fonctionnement d'un Comité consultatif et de suivi de la gestion des ressources PPTE.*

MINEFI / Comité Technique de suivi (CTS)

- *Rapport d'achèvement du PAS III du Gouvernement, CTS, septembre 2004.*
- *Matrice du Programme économique et financier 2000-2003 appuyé par le FRPC, Mesures d'ordre économique, structurel et sectoriel, actualisée au 8/2/2002, Ministère de l'économie et des Finances/Comité technique de suivi des programmes économiques/Secrétariat permanent, février 2002.*
- *Matrice des conditionnalités de déblocage des tranches flottantes du 3^e crédit d'ajustement structurel (CAS III), mis à jour en juin 2001, Ministère de l'économie et des Finances/Comité technique de suivi des programmes économiques/Secrétariat permanent, juin 2001.*
- *Rapport d'audit du prêt relatif à PAS III, rapport sur le contrôle interne, Ministère des Finances/CAA, mai 2004.*

MINEFI / Direction des Affaires Economiques (DAE)

- *Le respect des conventions et des règles d'une économie de marché, préalable et facteur de la relance économique au Cameroun*, note technique interne, Direction des Affaires économiques, Ministère des Finances, juin 2006.
- Cameroun : tableau des indicateurs-clé 1995-2006 et 2007-2014.
- Cameroun : tableau des opérations financières de l'Etat 2003-2006.
- Cameroun : tableau de bord des finances publiques, décembre 2004 et décembre 2005.

Institut National de la Statistique (INS)

- Bulletin de conjoncture, Institut National de la Statistique, juillet 2006.
- Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005, phase 1 : enquête sur l'emploi, rapport principal, INS, décembre 2005.
- Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun en 2005, phase 2 : enquête sur le secteur informel, rapport principal, INS, février 2006.
- Cameroun en chiffres, INS, octobre 2005.
- Enquête démographique et santé 2004, INS, juin 2005
- Annuaire statistique 2004, Institut National de la Statistique, CD, mai 2005.
- Statistiques sociales, INS, 2006.
- Indicateurs du millénaire, site web, www.statistics-cameroon.org.
- Dispositif statistique de suivi /évaluation du DSRP et des OMD, juillet 2005.

Autres Ministères

- *Statistiques 1996-2006*, Ministère de l'Education de base/division de la planification et de l'orientation scolaire, novembre 2006.
- *Stratégie du secteur de l'Education (extraits)*, juillet 2006.
- *La santé en partage*, Ministère de la santé, revue trimestrielle, septembre 2006.

• **Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement**

- *Cameroun : PAS III. Note d'évaluation du RAP*, juin 2006.
- *Cameroun, Document de stratégie par pays 2005-09*, octobre 2005.
- *Cameroun: Troisième programme d'ajustement structurel (PAS III) Rapport d'achèvement*, Mai 2005.
- *Cameroun, Document de stratégie par pays 2002-04*, avril et mai 2004.
- *Cameroun, Document de stratégie par pays 1999-2001*, avril 2000 & oct. 2002.
- *Cameroun : Programme d'ajustement structurel II (PAS II)*, Rapport d'évaluation de performance de projet, novembre 2002.
- *Cameroun: Programme d'ajustement structurel III (PAS III)*, fév.2001.
- *Cameroun : Programme d'ajustement structurel II (PAS II) Rapport d'achèvement de projet*, février 2001.
- *Cameroun : Projet d'appui au programme national de gouvernance, rapport d'évaluation*, FAD/ CAM/SSGG/2001/01, OCDC, août 2001.
- *Facteurs essentiels présents dans trois programmes d'ajustement structurel réussis*, ADB/BD/2001/105 ADF/BD/WP/2001/175, déc. 2001.
- *Cameroun : Programme d'ajustement structurel II (PAS II)*, nov.1997.
- *Cameroun, Document de stratégie par pays 1996-1998*, novembre 1996.

- *Cameroon : Completion report of the structural adjustment programme, July 1995.*
- *Cameroun : Proposition visant l'octroi d'un prêt pour le financement du programme d'ajustement structurel, juillet 1989.*
- *Politique de prêt du FAD-IX, ADF/BD/WP/2002/121/Rev.1, 31 déc. 2002.*
- *Directives révisées en matière d'élaboration de la note de l'évaluation du rapport d'achèvement de projet (RAP) et du rapport d'évaluation de performance de projet (REPP), ADB/BD/IF/2001/94 et ADF/BD/IF/2001/85, préparé par OPEV, septembre 2001.*
- *Directives en matière de politique de prêt relative au FAD-VIII ADF/BD/WP/99/76/Rev.1, 13 décembre 1999.*
- *Politique de prêt relative au FAD-VII, ADF/BD/WP/153/Rev.1, 3 mars 1997.*
- *Prêts d'ajustement structurel et sectoriel. Directives et procédures opérationnelles, 17 janvier 1989.*
- *Politique en matière de prêts d'ajustement structurel et sectoriel, 10 octobre 1988.*

- **Groupe d'Evaluation de la Coopération (GEC)**
 - *“Good practice standards for evaluation of MDB supported public sector operations”*; Multilateral Development Bank/Evaluation, GEC/ECG), 2002.
 - *“Good practices for the evaluation of policy-based lending by multilateral development banks”* Prepared for the ECG group of the Multilateral Development Banks by the Asian Development Bank, March 2005.

- **Fonds Monétaire International**
 - *Strengthening Transparency in the Oil Sector in Cameroon: Why Does It Matter?* Prepared by Stéphane Cossé, IMF/PDP/0602, March 2006.
 - *Cameroon: First Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility*, IMF, June 2006.
 - *Cameroon: Enhanced Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative—Completion Point Document and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI)*, IMF May 2006.
 - *Cameroon: Poverty Reduction Strategy Paper 3rd annual progress report—*IMF, July 2006.
 - *Cameroon: Review of the Staff-Monitored Program and Request for a Three-Year Arrangement under the PGRF*, Report No. 05/413, IMF Nov. 2005.
 - *Cameroon: Ex Post Assessment of Longer-Term Program Engagement*, IMF, Report No. 05/189 June 2005.
 - *Cameroon: Statistical Appendix*, Country Report No. 05/165 IMF, May 2005
 - *Cameroon: Fourth Review Under the Three-Year Arrangement Under the PGRF*, December 31, 2003.
 - *Cameroon : Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding*, Yaoundé, Dec.2003.
 - *Cameroon: Article IV Consultation, Third Review Under the PGRF, and Request for a Waiver of Performance Criterion*, dec.2002.
 - *Cameroon: Second Review Under the PGRF Arrangement* February 28, 2002.
 - *Joint Staff Assessment of the Poverty Reduction Strategy Paper Preparation Status Report*, January 10, 2002.

- *Cameroon-Poverty Reduction Strategy Paper Preparation Status Report-Table of Contents*, December 28, 2001.
- *Cameroon Letter of Intent and Technical Memorandum of Understanding*, December 28, 2001
- *Cameroon: Article IV Consultation, First Review of the First Annual Program Under the Poverty Reduction and Growth Facility*, August 6, 2001
- *PRGF Oct. 2000-Sept 2003*, Press release, December 22, 2000.
- *Cameroon Enhanced Structural Adjustment Facility Medium-Term Economic and Financial Policy Framework Paper (1999/2000–2001/02,)* August 9, 1999

- **Banque Mondiale**
 - *Cameroon: Third structural adjustment credit, Implementation Completion Report*, November 2004.
 - *Cameroon: Country Assistance Strategy (CAS) 2004-2006*, August 2003.
 - *Cameroon: 1996 CAS Completion report*, May 27, 2003.
 - *Cameroon; Country Assistance Evaluation*, Operations Evaluation Department, Jan.2001.
 - *Cameroon: Third structural adjustment credit*, Report No.PID6517, June 1998.
 - *What explains the success or failure of structural adjustment programs?* D. Dollar and J. Svensson, World Bank, April 1998.

- **PNUD**
 - *Rapport sur le Développement Humain 2006*, PNUD, novembre 2006.
 - *Évaluation prospective du programme national de gouvernance du Cameroun*, PNUD/Cameroun, avril 2004.

- **Divers**
 - J.E. Stiglitz (2006). *Un autre monde, Contre le fatalisme du marché*. Ed.Norton New-York/Ed.Fayard Paris.
 - W. Easterly (2006). *Planners vs searchers in foreign aid*.
 - R.Zogo Ekassi (2005), *La problématique du développement rural et la dynamique paysanne dans le contexte de la libéralisation économique en Afrique*.
 - J. Aerts, Guy de Monchy et autres (2000). *L'économie camerounaise, un espoir évanoui*, Ed. Karthala, Paris.
 - *Plaquette du Réseau de suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération*, Dynamique Citoyenne, Yaoundé, 2006.
 - *Réduction de la pauvreté, Le budget 2006 en question*, Dynamique citoyenne
 - « Le service public », bulletin de la centrale syndicale du secteur public du Cameroun, octobre 2006